

ARMÉE NATIONALE POPULAIRE

4 TERRORISTES ABATTUS, REDDITION DE DEUX AUTRES ET ARRESTATION DE 6 ÉLÉMENTS DE SOUTIEN AUX GROUPES TERRORISTES EN UNE SEMAINE

● Quatre (4) terroristes ont été abattus, 2 autres se sont rendus tandis que 6 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), dans différentes opérations à travers le territoire national durant la période allant du 28 janvier au 3 février 2026, indique mercredi un bilan opérationnel de l'ANP.

P. 16



ENTRE NOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Jeudi 17 chaâbane - 5 Février 2026 - N° 1228: ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

RÉUNION HIER DU GOUVERNEMENT

LES HYDROCARBURES, LES INFRASTRUCTURES ET L'HYDRAULIQUE À L'ORDRE DU JOUR



Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb a présidé mercredi une réunion du Gouvernement consacrée au plan de développement des hydrocarbures 2026-2030, au financement du projet de la ligne ferroviaire Laghouat-Ghardaïa-El Menia, ainsi qu'au lancement des projets de réalisation des stations de déminéralisation à Tamanrasset et Tindouf, décidés par Monsieur le Président de la République, indique un communiqué des Services du Premier ministre.

P. 3

DESTRUCTION MASSIVES DES STRUCTURES SANITAIRES À GHAZA

LES MALADES ATTEINTS DE CANCER FACE À UN AVENIR INCERTAIN

● Le nombre de décès palestiniens ne cesse d'augmenter notamment parmi les malades atteints de cancer dans la bande de Ghaza en raison de l'absence de 70% des médicaments nécessaires. Les autorités palestiniennes ont alerté sur l'avenir incertain de ces malades suite à l'agression sioniste qui a détruit la majorité des structures sanitaires.



P. 7

FRANCE

SAISIE DE 137 KILOS DE COCAÏNE DANS UN CAMION EN PROVENANCE D'ESPAGNE, UN MAROCAIN INCULPÉ

● Près de 137 kilos de cocaïne dissimulés dans un camion en provenance d'Espagne et dont le chauffeur est un Marocain, ont été saisis par les douanes dans le sud-ouest de la France, a indiqué mercredi la justice.

P. 7

68^e COMMÉMORATION DE L'AGRESSION FRANÇAISE CONTRE SAKIET SIDI YOUSSEF

UNE TRAGÉDIE FONDATRICE DE LA SOLIDARITÉ ALGÉRO-TUNISIENNE

● Le drame de Sakiet Sidi Youssef visait à couper l'aide et le soutien apportés à l'Algérie en lutte pour son indépendance et à rompre les liens historiques entre deux peuples frères, voisins et solidaires. Toutefois, malgré les événements tragiques qu'il a engendrés pour les peuples algérien et tunisien, cet épisode a paradoxalement renforcé l'unité et la coopération entre les deux nations.

P. 2

68^e COMMÉMORATION DE L'AGRESSION FRANÇAISE CONTRE SAKIET SIDI YOUSSEF

UNE TRAGÉDIE FONDATRICE DE LA SOLIDARITÉ ALGÉRO-TUNISIENNE

Le drame de Sakiet Sidi Youssef visait à couper l'aide et le soutien apportés à l'Algérie en lutte pour son indépendance et à rompre les liens historiques entre deux peuples frères, voisins et solidaires. Toutefois, malgré les événements tragiques qu'il a engendrés pour les peuples algérien et tunisien, cet épisode a paradoxalement renforcé l'unité et la coopération entre les deux nations. Il a également donné une portée accrue à la cause algérienne, tant sur le plan national qu'international, tout en exposant au grand jour la brutalité du colonialisme français.

Par Ikram Haou

A l'occasion de la commémoration du 68^e anniversaire des terribles événements de Sakiet Sidi Youssef, le Forum de la Mémoire, organisé par l'Association « Michal Echahid » en partenariat avec le quotidien El Moudjahid, a consacré une journée à cet anniversaire tragique. Cette rencontre s'est déroulée en présence du secrétaire général du Conseil consultatif de l'Union du Maghreb arabe, du ministre-conseiller à l'ambassade de Tunisie en Algérie, ainsi que de moudjahidines et de parlementaires, qui ont contribué à enrichir la mémoire nationale.

Dans son intervention, le secrétaire général du Conseil consultatif de l'Union du Maghreb arabe, le Dr Saïd Mkadem, a structuré son exposé en deux axes principaux. Il a d'abord procédé à une analyse détaillée des événements de Sakiét Sidi Youssef, en abordant leur contexte géographique, historique et politique, avant d'évoquer les préoccupations communes actuelles et les perspectives de coopération entre l'Algérie et la Tunisie.

Concernant la situation géographique de Sakiet Sidi Youssef, le Dr Mkaïem a indiqué que la région se situe sur l'axe reliant Souk Ahras, à l'est, à la ville tunisienne de El Kef, au sud, à proximité de la frontière tunisienne et de la ligne Morice. Ce village couvre une superficie d'environ 63 040 kilomètres carrés et se distingue par son caractère agricole et sa couverture forestière dense. Il souffrait cependant d'un déficit important en infrastructures de base et en projets de développement. La région a servi de base de soutien aux réfugiés algériens, de lieu d'entraînement militaire et de centre d'accueil pour les moudjahidines blessés ou invalides durant la guerre de Libération. Les autorités coloniales françaises la considéraient comme une zone interdite, qualifiée de « no man's land », et y effectuaient régulièrement des missions de reconnaissance afin d'empêcher les combattants algériens d'y accéder ou de la traverser.

Évoquant les circonstances ayant conduit au crime de Sakiet Sidi Youssef, le Dr Mkadem a rappelé que, bien avant le massacre du 8 février 1958, le village avait



déjà été la cible d'attaques. En janvier 1958, un groupe de moudjahidines revenant de soins médicaux en Tunisie et se dirigeant vers les Aurès fut pris en embuscade sur le mont El Ouasta par une unité de soldats coloniaux. Douze combattants furent tués et quatre autres capturés. Les autorités coloniales accusèrent alors le gouvernement tunisien de soutenir la lutte algérienne. Le gouvernement français dirigé par Félix Gaillard exprima son mécontentement et exigea la libération des prisonniers, arguant qu'ils se trouvaient encore en territoire français.

Le 8 février 1958

Le 16 janvier 1958, la France coloniale envoya le général Bouchlard en Tunisie afin de rencontrer le président Habib Bourguiba et d'exiger la libération immédiate des détenus. Deux jours plus tard, ce dernier refusa toute rencontre. Le 28 janvier 1958, une délégation du Comité international de la Croix-Rouge, venue de Genève, s'enquit du sort des prisonniers. Cette initiative fut perçue par la France comme une ingérence et une tentative d'internationalisation du conflit, ce qui accrut les tensions.

Ces événements constituèrent l'élément déclencheur ayant conduit à l'attaque de Sakiet Sidi Youssef. Les autorités françaises appliquèrent alors leur décision du 1^{er} septembre 1957, s'arrogeant le droit de poursuivre les combattants algériens sur le territoire tunisien. Après une première attaque le 21 octobre 1957 et une seconde le 30 janvier 1958, l'agression la plus meurtrière eut lieu le 8 février 1958, jour de marché hebdomadaire. Elle fit plus de 72 martyrs algériens et tunisiens, dont 11 femmes, causa plus de 120 blessés et entraîna la destruction quasi totale du village.

Malgré l'ampleur des massacres, cette agression a contribué à renforcer la solidarité entre les peuples algérien et tunisien, à consolider leurs relations de bon voisinage et à approfondir leur coopération. Elle a également renforcé la détermination des

forces maghrébines à œuvrer pour l'unité régionale. Ces événements ont précipité la chute de la IV^e République française en mai 1958, conduit à la proclamation du Gouvernement provisoire de la République algérienne en septembre 1958 et ouvert la voie à l'indépendance de l'Algérie en 1962.

Dans la seconde partie de son intervention, le Dr Mkadem a mis en lumière l'importance des préoccupations actuelles communes aux deux pays. Il a salué la solidarité profonde et la coopération exemplaire entre l'Algérie et la Tunisie, fondées sur une histoire de lutte partagée et une volonté politique commune. Cette coopération vise notamment à développer les échanges commerciaux et à renforcer les secteurs de l'agriculture, du tourisme et de la santé, conformément aux orientations du comité mixte algéro-tunisien. Celui-ci œuvre également au renforcement de la sécurité aux frontières et à la lutte contre le terrorisme, la contrebande, l'immigration irrégulière et la traite des êtres humains.

De son côté, le ministre-conseiller à l'ambassade de Tunisie en Algérie, M. Mohamed El Hadi Latifi, a exprimé sa reconnaissance pour cette commémoration, soulignant qu'elle incarne l'unité et la fraternité entre les deux peuples. Il a rappelé que les relations algéro-tunisiennes reposent sur une longue histoire de lutte commune et ne relèvent pas d'un partenariat récent. Selon lui, ces commémorations constituent une source d'inspiration pour relever les défis actuels et renforcer la coopération dans des secteurs stratégiques tels que l'industrie, la santé, l'agriculture et le tourisme.

La rencontre s'est achevée par les interventions de plusieurs anciens moudjahidines et d'artistes, qui ont mis en avant la solidité des liens historiques entre les peuples algérien et tunisien, ainsi que le rôle essentiel des œuvres cinématographiques et artistiques dans la transmission de la mémoire des crimes du colonialisme.

I.H

RÉUNION HIER DU GOUVERNEMENT LES HYDROCARBURES, LES INFRASTRUCTURES ET L'HYDRAULIQUE À L'ORDRE DU JOUR

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb a présidé mercredi une réunion du Gouvernement consacrée au plan de développement des hydrocarbures 2026-2030, au financement du projet de la ligne ferroviaire Laghouat-Ghardaïa-El Menia, ainsi qu'au lancement des projets de réalisation des stations de déminéralisation à Tamanrasset et Tindouf, décidés par Monsieur le Président de la République, indique un communiqué des Services du Premier ministre, dont voici le texte intégral : "Le Premier ministre, Monsieur Sifi Ghrieb, a présidé, ce mercredi 4 février 2026, une réunion du Gouvernement consacrée aux points ci-après :

Le Gouvernement a entendu une communication sur le plan de développement des hydrocarbures 2026-2030, lequel constitue un cadre stratégique majeur pour l'évolution du secteur des hydrocarbures et le soutien durable de l'économie nationale. Ce plan traduit les orientations des plus hautes autorités du pays, notamment en matière de développement des filiales de raffinage, de pétrochimie, de fertilisants et de dessalement de l'eau de mer, ainsi que les actions engagées pour améliorer la valorisation des hydrocarbures, renforcer la sécurité énergétique nationale et consolider les capacités industrielles du pays.

Le Gouvernement a égale-



ment entendu une communication sur le financement par la Banque africaine de développement du projet de création de la ligne ferroviaire Laghouat-Ghardaïa-El Menia. Ce projet d'intérêt national s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan de modernisation par l'interconnexion et la création du réseau ferroviaire en adéquation avec les mégaprojets à haut rendement économique. À la même occasion, le Gouvernement a examiné la situa-

tion de la nomenclature des projets d'équipement inscrits dans le budget de l'Etat, en vue de procéder à l'assainissement des opérations devenues sans objet, ce qui permettra d'orienter les efforts de l'Etat vers l'achèvement des programmes en cours présentant un intérêt économique et social avéré. Le Gouvernement a entendu une présentation sur le nouvel aliment destiné aux ovins, appelé "Sheep Date", un produit innovant issu de la valorisation optimale des rebuts de dattes.

Il s'agit d'un produit innovant breveté, développé par le Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides de Biskra, s'inscrivant dans une démarche de valorisation de la recherche scientifique appliquée au secteur agricole. Cet aliment, conçu pour l'engraissement des ovins, devrait ainsi contribuer à offrir des alternatives aux importations de maïs fourrager. Par ailleurs, et dans le cadre du suivi de la situation de l'approvisionnement en eau potable des localités connaissant un stress hydrique, notamment dans le Sud du pays, le Gouvernement a entendu une communication sur le lancement des projets de réalisation des stations de déminéralisation à Tamanrasset et Tindouf, décidés par Monsieur le Président de la République. Enfin, le Gouvernement s'est enquis de l'état d'avancement de l'opération d'importation et de distribution des bus pour le transport public, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme de Monsieur le président de la République relatif à l'importation de 10.000 nouveaux bus destinés au renouvellement du parc national de transport de voyageurs.

RA/APS

TRAVAUX DE LA CONFÉRENCE DES CHEFS DE POSTES CONSULAIRES AHMED ATTAF EN A PRÉSIDÉ HIER LA CLÔTURE

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a présidé, mercredi après-midi à Alger, la clôture des travaux de la Conférence des chefs de postes consulaires, rappelant l'intérêt particulier porté par l'Etat aux préoccupations de la communauté nationale établie à l'étranger. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Attaf a indiqué que cette conférence a été marquée par des débats riches et des conclusions pratiques visant, dans leur ensemble, à développer le travail consulaire et à assurer une prise en charge optimale des préoccupations de la communauté nationale établie à l'étranger. Dans ce cadre, il a salué l'exhaustivité du programme de la conférence, qui a couvert tous les aspects liés au travail consulaire et à son rôle au service de la diaspora. Le ministre d'Etat a, par ailleurs, adressé ses remerciements à l'ensemble des secteurs ministériels et des instances nationales qui ont "participé activement aux travaux de cette conférence et contribué grandement à sa réussite et à l'enrichissement des débats". Les participants à cette conférence, organisée autour de quatre ateliers, ont passé en revue ce qui a été accompli en direction des membres de la communauté nationale à l'étranger et les moyens permettant d'améliorer davantage les services consulaires. Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, avait présidé, mardi, l'ouverture des travaux de la conférence. Pour rappel, un total de 43 chefs de postes consulaires entre consuls généraux et consuls, déployés à travers le monde, ont pris part à cette conférence.

RA

ALGÉRIE-EGYPTE LA PRÉSIDENTE DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE REÇOIT L'AMBASSADEUR D'EGYPTE EN ALGÉRIE

La présidente de la Cour constitutionnelle, Leïla Aslaoui, a reçu, mercredi à Alger, l'ambassadeur de la République arabe d'Egypte, Abdellatif Ellayeh, qui lui a rendu une visite de courtoisie, a indiqué un communiqué de la Cour. Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée en présence du Secrétaire général et de membres de la Cour, les deux parties ont évoqué "la profondeur et la solidité des relations historiques liant les deux pays frères, ainsi que les moyens de les renforcer dans différents do-

maines, notamment celui de la justice constitutionnelle", précise le communiqué. Les entretiens ont également porté sur la coopération entre la Cour constitutionnelle algérienne et son homologue égyptienne, et sur le rôle des deux institutions dans le soutien à la justice constitutionnelle en Afrique, au regard de leur expertise reconnue dans ce domaine. A cette occasion, l'ambassadeur égyptien a salué le succès de la 19e session du Bureau exécutif de la Conférence des juridictions

constitutionnelles, tenue à Alger du 21 au 24 janvier dernier et qui a, a-t-il dit, "conforté le rôle pionnier de l'Algérie dans la promotion de la culture constitutionnelle et la consolidation de l'Etat de droit". Cette rencontre a, par ailleurs, permis de passer en revue les préparatifs de la 9e Réunion de haut niveau des présidents des cours constitutionnelles, des cours suprêmes et des conseils constitutionnels africains, prévue en Egypte du 6 au 9 février.

RA/APS

HADJ 2026 BELMEHDI REÇOIT LE MINISTRE SAOUDIEN DU HADJ ET DE LA OMRA

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, a reçu, mercredi à Alger, le ministre du Hadj et de la Omra du Royaume d'Arabie saoudite, Tawfiq Bin Fawzan Al-Rabiah. A cette occasion, les deux ministres ont présidé une rencontre de coordination, consacrée à l'examen des dispositions organisationnelles relatives à la saison du hadj 1447H/2026. Dans une déclaration à la presse à l'issue de la rencontre, M. Belmehdi a rappelé que "l'Etat algérien, sur instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde une importance capitale au dossier du hadj et de la omra", précisant que les différents secteurs concernés "travaillent en parfaite coordination afin d'assurer les meilleures conditions organisationnelles, sanitaires et logistiques aux pèlerins". Ces efforts "rejoignent ceux consentis par les autorités du Royaume d'Arabie saoudite

pour garantir toutes les facilités nécessaires à la réussite de cette saison du hadj", a-t-il ajouté. De son côté, le ministre saoudien a indiqué que sa visite en Algérie vise à renforcer le travail et la coordination afin d'offrir les meilleurs services aux pèlerins venant d'Algérie", soulignant que les entretiens avec son homologue algérien ont porté sur les moyens de développer les services proposés aux pèlerins. Pour sa part, le Directeur général de l'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO), Tahar Braik, a relevé l'importance de cette rencontre d'orientation dans le renforcement de la coordination, tant sur le plan opérationnel qu'institutionnel, rappelant les efforts déployés en matière de modernisation de la gestion et de développement des mécanismes d'organisation et de prise en charge des pèlerins algériens.

RA

RENFORCEMENT DES ÉCHANGES ENTRE L'AAPI ET LA BANQUE MONDIALE

POUR UNE MEILLEURE ATTRACTIVITÉ DE L'ACTE D'INVESTIR

Le Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekache, s'est entretenu, mercredi à Alger, avec la Représentante résidente du Groupe de la Banque mondiale en Algérie, Cemile Hacibeyoglu Ceren. Cette rencontre a été consacrée à l'examen des voies et moyens permettant de consolider la collaboration entre les deux institutions, selon un communiqué publié par l'Agence.

Par Youcef Hamidi

Cette réunion s'inscrit dans le cadre du soutien aux missions confiées à l'AAPI, notamment celles liées à la promotion de l'investissement et à l'amélioration de l'environnement des affaires.

Elle a permis d'évaluer les perspectives de coopération en matière d'assistance technique, de développement des compétences et de partage d'expertises, ainsi que la mise en place de mécanismes modernes destinés à mieux accompagner les investisseurs. Ces orientations s'alignent sur les priorités de l'État en faveur de la diversification économique



et de l'encouragement d'un investissement durable, précise la même source.

À cette occasion, M. Rekache a mis en avant l'importance stratégique du partenariat avec le Groupe de la Banque mondiale, en particulier pour la simplification des procédures,

le renforcement de la transparence et l'amélioration de l'attractivité du climat de l'investissement, ajoute le communiqué.

De son côté, la Représentante du Groupe de la Banque mondiale a réaffirmé la disponibilité de son institution à poursuivre son appui à

l'AAPI et à approfondir la coopération, dans l'objectif de contribuer à l'amélioration du climat de l'investissement et de soutenir les efforts visant la création de richesse et d'emplois, conclut le communiqué.

Y.H

SALON INTERNATIONAL DE LA PHARMACIE

OUVERTURE DE LA 20^e ÉDITION AVEC PLUS DE 160 EXPOSANTS

La 20^e édition du Salon international de la pharmacie (Siphal 2026) s'est ouverte mercredi au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), avec la participation de plus de 160 exposants nationaux et étrangers. Placée sous le patronage du ministère de l'Industrie pharmaceutique et du ministère de la Santé, la manifestation se tient jusqu'à samedi et devrait accueillir près de 11.000 visiteurs, selon les organisateurs. S'exprimant en marge de la cérémonie d'ouverture, le directeur du Salon, Yacine Louber, a indiqué que cette édition, organisée sous le thème : "La pharmacie de demain", est axée sur les perspectives d'évolution du secteur

vers des services davantage orientés vers la prévention, la digitalisation et la prise en charge personnalisée des patients. Le programme scientifique prévoit des conférences consacrées notamment aux perspectives de l'industrie pharmaceutique nationale, aux bonnes pratiques, à l'oncologie, à l'optimisation de l'utilisation des dispositifs médicaux, ainsi qu'à la digitalisation et à l'apport de l'intelligence artificielle dans le domaine pharmaceutique.

Créé il y a vingt ans, le Siphal réunit annuellement des professionnels du secteur pharmaceutique autour des enjeux liés à la production, à la réglementation et aux innovations technologiques.

SALON INTERNATIONAL DU CHOCOLAT ET DU CAFÉ

OUVERTURE DE LA 7^e ÉDITION À ORAN

La 7^e édition du Salon international du chocolat et du café a été ouverte, mercredi, au Centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran, avec la participation de plus de 120 exposants, parmi des professionnels, artisans et acteurs du secteur, nationaux et étrangers. La cérémonie d'ouverture de cette manifestation, organisée par l'établissement Vision Future, s'est déroulée sous la supervision du directeur de wilaya de la formation et de l'enseignement professionnels, Nouredine Aïmar, représentant le ministère de tutelle qui parraine le salon, en présence des ambassadeurs de plusieurs pays africains accrédités en Algérie. Dans une déclaration à la presse, le même responsable a indiqué que l'organisation de ce salon s'inscrit dans le cadre du soutien aux secteurs liés à l'hôtellerie, au tourisme et à la restauration, saluant l'amélioration de la qualité des produits algériens conformes aux normes internationales. Le commissaire du salon, Mohamed Graya, a précisé que cette édition enregistre la participation de plus de 120 exposants représentant l'ensemble des maillons de la chaîne de production du chocolat et du café, allant des entreprises d'équipements et de machines aux fournisseurs de matières premières, en passant par les producteurs de confiseries, de chocolat, de café et de dérivés de la boulangerie ainsi que des arômes. Il a estimé que le salon est devenu une plateforme professionnelle intégrée d'échange d'expériences et de présentation des dernières innovations du secteur. Cette édition se distingue également par l'organisation de concours professionnels quotidiens, notamment dans les catégories des "cocktails", des "pâtisseries en trompe-l'œil" et du chocolat, ainsi que par un concours d'art chocolatier prévu le quatrième jour. Un espace "Cook Show" a également été aménagé pour des démonstrations de boulangerie et de pâtisserie animées par des chefs professionnels.

RE

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

LE FMI SALUE LES PROGRÈS ACCOMPLIS PAR NOTRE PAYS

En effet, la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva, met en avant les progrès accomplis par l'Algérie, ces dernières années, pour promouvoir l'investissement, la numérisation ainsi que la promotion des exportations hors hydrocarbures, soulignant les bases « déjà solides » de l'économie algérienne.

Les exportations hors hydrocarbures ont plus que doublé au cours des 5 dernières années

« Nous saluons les progrès accomplis récemment pour promouvoir l'investissement et améliorer le climat des affaires grâce à l'adoption des lois sur l'investissement et le foncier, à la création de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) et aux mesures de dématérialisation des services de l'administration publique, qui facilitent les formalités administratives. Ces mesures s'accompagnent de progrès dans le développement des exportations hors hydrocarbures, qui ont plus que doublé au cours des cinq dernières années », indique Mme Georgieva dans un entretien à l'APS.

S'exprimant à la veille de sa participation à une conférence économique à Alger, organisée conjointement par la Banque d'Algérie et le FMI et intitulée « Afrique du Nord : relier les continents, créer des opportunités », la directrice générale du Fonds note que l'activité économique en Algérie « s'est bien redressée depuis la pandémie. La croissance est restée résiliente en 2025 favorisée par d'importants investissements publics, tandis que l'inflation a reculé », relevant la priorité accordée par les autorités algériennes à l'investissement dans les infrastructures numériques, au transport et à l'énergie. L'Algérie dispose d'un potentiel important dans les énergies renouvelables Mme Georgieva relève, dans ce cadre, que l'Algérie est devant bon nombre de défis, mais aussi d'opportunités, et que « l'évolution rapide de la technologie s'aligne bien avec les efforts de l'Algé-

rie pour faire progresser la numérisation, alors que la réorganisation des chaînes d'approvisionnement mondiales offre des opportunités d'attirer les investissements et d'intensifier les échanges. L'Algérie dispose en outre d'un potentiel important dans les énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire et l'hydrogène vert ». Pour la Directrice du Fonds, les politiques et les investissements publics qui ont élargi l'accès à Internet, ont déjà favorisé l'émergence d'un écosystème de startups, ajoutant que « les investissements publics en cours dans les ports, les chemins de fer et la logistique peuvent réduire le coût des échanges et les délais, favorisant l'intégration de l'Algérie aux chaînes de valeur régionales et mondiales ».

Renforcer le partenariat du FMI avec les autorités algériennes

Mme Georgieva explique que « les efforts visant à exploiter les atouts de l'Algérie dans les hydrocarbures et les énergies renouvelables peuvent lui permettre de jouer un rôle clé de pôle énergétique régional, grâce à l'interconnexion des réseaux électriques, à la production d'énergies renouvelables et aux nouveaux projets d'hydrogène vert. Ces liens peuvent favoriser le développement industriel, le transfert de technologies et la création d'emplois par-delà les frontières ». La conférence d'Alger intervient, indique Mme Georgieva, dans « un moment où la coopération régionale est plus importante que jamais. Dans un monde où les risques géopolitiques s'intensifient, la structure des échanges évolue et les chaînes de valeur se reconfigurent, une intégration régionale approfondie peut aider les pays à renforcer leur résilience et à réaliser une croissance plus durable et diversifiée ». Abordant sa première visite en Algérie à l'occasion de cette conférence internationale, elle précise qu'il s'agit d'une opportunité de renforcer le partenariat du FMI avec les autorités algériennes.

R. E

BECHAR

VERS UN ACCROISSEMENT
DU CHEPTEL LOCAL

La Direction des services agricoles (DSA) de Béchar a initié un programme d'approvisionnement en animaux reproducteurs, comprenant des races locales d'ovins, de bovins, de caprins, de camelins, de volailles et de lapins.

Par Ali Boudefel

Cette démarche s'inscrit dans le cadre du Fonds de garantie contre les calamités agricoles (FGCA). Elle a pour vocation de reconstituer les activités agricoles et d'élevage, lourdement impactées par les inondations et intempéries de septembre 2024. L'action ne se limite pas à

l'acquisition de 1 500 à 4 000 têtes de bétail reproducteur et d'autres animaux. Elle inclut également la fourniture de ruches. L'ambition est de relancer la totalité des filières touchées : élevage de bétail, aviculture, cuniculture et apiculture. Parallèlement, un vaste chantier de réfection des infrastructures agricoles et d'irrigation endommagées sera exécuté grâce au même fonds.

Ce volet infrastructurel portera sur la remise en état des puits agricoles profonds, des puits traditionnels et des bassins d'irrigation de 100 m². Diverses installations et structures appartenant à des exploitations agricoles, réparties sur les communes de la wilaya, seront également réhabilitées. Selon la DSA, cette opération globale bénéficiera à 1 075 agriculteurs, éleveurs et apiculteurs locaux.

A.B



MOSTAGANEM

EXTENSION CONSIDÉRABLE DU RÉSEAU GAZIER

Au titre de l'année 2025, la wilaya de Mostaganem a enregistré le raccordement de plus de 5 000 logements au réseau de gaz naturel, d'après un bilan officiel publié mardi. Cette réalisation est permise par la construction de 170 kilomètres de nouvelles canalisations, représentant un investissement de 653 millions de dinars.

Les travaux ont été menés à terme dans le chef-

lieu de la commune d'Oued El Kheir et neuf autres localités, dont Sefsaf, Aïn Nouissy, Touahria, Achaacha et Sidi Lakhdar. Les chantiers se poursuivent actuellement dans les villages de Sidi Afif (Sidi Ali), Sidi Echaraf (Sirat) et El Louza (Fornaka), avec des niveaux d'avancement variant de 25 à 45%.

Ces opérations s'intègrent dans un programme

plus large de développement du réseau gazier, doté d'une enveloppe globale de 827 millions de dinars pour la même période. Dans ce cadre, un autre projet a été finalisé à 100% : le raccordement de la zone industrielle d'El Bordjia, pour un montant de 174 millions de dinars, dont l'infrastructure est désormais opérationnelle.

A.B

AÏN-TEMOUCHENT

PROJETS DE RÉALISATION
DE SEPT TERRAINS DE FOOTBALL
DE PROXIMITÉ

Par Malek Gaya

Le directeur du secteur de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Aïn Temouchent, Mohamed Benarbia, a annoncé mercredi le lancement prochain de projets pour sept terrains de football de proximité.

Deux seront aménagés au complexe sportif "Reguieg El-Hadj" dans la ville d'Aïn Temouchent. Trois autres sont prévus dans les complexes des communes d'El-Malah, El-Amria et Aïn El-Arbaâ.

Cette intégration au sein d'infrastructures existantes facilitera une gestion régulière et un entretien périodique par les administrateurs de ces complexes. L'accès à ces terrains sera gratuit pour les clubs affiliés, les sportifs et les jeunes des quartiers environnants. Dans le cadre du même programme sectoriel, les localités de Lakhmis (commune de Tamazoura) et de Labradj (commune de Beni-Saf) bénéficieront également chacune d'un terrain de proximité, dont les réalisations sont envisagées à court terme.

M.G

NÂAMA

DE NOUVEAUX PROJETS
DE DÉVELOPPEMENT POUR
LE CHEF-LIEU DE WILAYA

Le chef-lieu de la wilaya de Naâma a bénéficié de nouveaux projets de développement dans le cadre du programme de soutien au développement social et économique au titre de l'année en cours, a-t-on appris mercredi auprès du chef de la daïra de Naâma, Ahmed Hadj-Kaddour.

Ces opérations, dont les travaux devront être lancés prochainement après l'achèvement des procédures techniques et administratives liées au choix des entreprises de réalisation, portent notamment sur l'aménagement de l'ancien stade communal et la réhabilitation du réseau d'assainissement de la cité El-Hourria (12 logements de fonction).

Elles concernent également des travaux d'aménagement urbain, incluant la réfection des routes et des trottoirs au quartier des 80 logements de fonction, ainsi que l'extension du déversoir principal du réseau d'assainissement au village de Touadger, relevant de la commune de Naâma, a précisé la même source.

Il est également prévu la plantation de palmiers

d'ornement et la mise en place d'un système d'irrigation par goutte-à-goutte le long de la route à double voie, depuis l'entrée sud du chef-lieu de wilaya jusqu'au rond-point menant à la commune d'Assela, sur un linéaire de 10 kilomètres.

Parmi les autres projets visant à doter les citoyens des équipements nécessaires figure la réalisation de la première tranche de l'aménagement de la cité des logements évolutifs. Cette opération comprend l'entretien des routes, le revêtement en béton bitumineux, la réalisation de trottoirs, l'installation de l'éclairage public et la plantation d'arbres, en plus de l'extension du réseau d'évacuation des eaux pluviales à travers les rues de la ville.

A noter également que la commune de Naâma a bénéficié de l'élaboration d'une étude pour la réalisation d'un marché couvert de fruits et légumes dans la zone ouest de la ville, ainsi que d'une autre étude portant sur la réalisation d'un nouveau siège de l'APC, a-t-on indiqué.

R.R

DJELFA

PLUS D'UNE
CENTAINE DE
JEUNES AUX
TRAVAUX DES
GROUPES DE
DISCUSSION

La wilaya de Djelfa a abrité, mercredi, les travaux de la 2e édition des groupes de discussion des jeunes (Youth Focus Group), organisés par le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), avec la participation de plus d'une centaine de jeunes.

La manifestation s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme annuel 2025-2026 du CSJ, dans son volet relatif à l'autonomisation des jeunes et à leur participation effective au développement local ainsi qu'à la prise de décision.

Le programme de cette rencontre de jeunes a englobé la discussion de plusieurs thématiques axées sur la promotion de cette catégorie de la société en vue de son implication dans la prise de décision, ainsi que sur la présentation des différents mécanismes mis en place par l'Etat pour renforcer sa présence dans les domaines politique et économique, a indiqué Lamine Battache, membre du CSJ.

L'événement, visant à renforcer le rôle politique de premier plan de cette frange de la société, a constitué une opportunité pour exposer ses préoccupations et formuler ses propositions à travers l'ouverture d'espaces de dialogue interactifs, lesquels aboutiront à l'élaboration d'une série de recommandations qui seront soumises aux autorités supérieures du pays, a-t-il ajouté.

Cette 2e édition a également comporté la tenue de plusieurs ateliers encadrés par des enseignants de l'Université de Djelfa et des cadres du CSJ, axés autour de trois (3) thèmes principaux, l'autonomisation politique et économique et le développement local.

R.R

STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE

L'ANGOLA ACCÉLÈRE SA MUE GAZIÈRE

Récemment, l'Angola, pays traditionnellement tourné vers le pétrole, a intensifié ses actions en faveur du gaz naturel. L'État déploie des efforts soutenus pour optimiser l'exploitation de cette ressource.

Par Nawal Bordji

La société publique Sonangol a conclu un accord d'une valeur proche de 245 millions de dollars pour la réalisation d'un transporteur de gaz naturel liquéfié. L'annonce a été diffusée, ce lundi 2 février, par l'agence Yonhap, qui se fonde sur une déclaration réglementaire du chantier naval HD Hyundai Samho Heavy Industries. Ce méthanier, d'une contenance d'environ 174 000 m³, sera fabriqué par un leader mondial de la construction navale spécialisée. Sa remise est attendue pour 2028.

Destiné principalement à l'exportation de GNL angolais, il constitue le



premier navire neuf de ce type commandé par Sonangol dans le processus de modernisation de sa flotte dédiée au gaz. L'entreprise opère

déjà plusieurs unités, entrées en service pour la plupart il y a une dizaine d'années. Cette acquisition s'inscrit dans un effort plus large de dévelop-

pement des infrastructures gazières nationales. Le pays ne compte qu'un seul site de liquéfaction, l'usine Angola LNG, basée à Soyo, avec une capacité annuelle de 5,2 millions de tonnes. Ce complexe traite majoritairement du gaz associé, récupéré lors de l'extraction pétrolière en mer. Selon l'Agence nationale du pétrole, du gaz et des biocarburants, la production de GNL sur le site a progressé de 20 % en novembre 2025.

De plus, l'approvisionnement du terminal intègre désormais des volumes de gaz non associé, depuis le démarrage progressif du New Gas Consortium, piloté notamment par Eni.

Ainsi, en décembre 2025, une unité de traitement liée à ce projet a été inaugurée à Soyo, lançant l'exploitation des gisements de Quiluma et Maboqueiro, situés au large.

Parallèlement, l'Angola a foré son premier puits exclusivement dédié au gaz, dans le cadre du Plan directeur national du gaz, qui organise la mise en valeur et les investissements dans cette filière.

N.B

DÉMOGRAPHIE

L'ALLEMAGNE FACE AU DÉFI D'UNE MAIN-D'ŒUVRE ÂGÉE

Parmi les États membres de l'Union européenne, l'Allemagne possède la population active la plus âgée. Les données officielles révèlent qu'un travailleur sur quatre y est âgé de 55 à 64 ans. Cette catégorie, qui compte presque dix millions de personnes, concerne ainsi 24 % des quelque 41 millions d'actifs âgés de 15 à 64 ans, selon l'institut Destatis. La moyenne européenne se situe quant à elle à 20,1 %.

D'après l'institut, cette situation résulte principalement du « vieillissement démographique » accentué et de départs « de plus en plus tardifs

» à la retraite. L'Italie et la Bulgarie suivent l'Allemagne au classement, tandis que Malte, le Luxembourg et la Pologne affichent les populations actives les plus jeunes.

Confronté à un marché du travail atone dans une économie en difficulté, le chancelier Friedrich Merz souhaite retenir plus longtemps les seniors dans l'emploi. L'âge moyen de cessation d'activité est actuellement de 64 ans et 8 mois, et le seuil légal sera relevé progressivement pour atteindre 67 ans en 2029.

Le déclin démographique marquera fortement le

marché du travail allemand dans les prochaines années. La présidente de l'Agence fédérale pour l'emploi, Andrea Nahles, estime même que, « sur les cinq prochaines années », la diminution de la main-d'œuvre disponible constituera « un enjeu plus important que le chômage », outre la pénurie de qualifications. Le pays a connu en 2025 une baisse de sa population de 100 000 habitants, une première hors 2020 depuis quatorze ans. Parallèlement, le nombre de personnes en emploi a reculé de 74 000 sur un an, selon Destatis.

N.B

USA/BUDGET

WASHINGTON MET FIN À LA PARALYSIE ADMINISTRATIVE

Mardi, la Chambre des représentants des États-Unis a approuvé un projet de loi budgétaire, levant ainsi plus de soixante-douze heures de suspension partielle des services fédéraux.

Le texte devrait être rapidement promulgué par Donald Trump, mettant officiellement fin à ce « shutdown » déclenché samedi. La crise trouvait son origine dans un désaccord entre républicains, majoritaires, et démocrates concernant le financement de la police aux frontières (ICE), suite aux récents événements survenus à Minneapolis.

Le vote a été serré, en dépit de l'opposition de vingt-et-un élus républicains qui rejetaient absolument toute renégociation du budget du Département de la Sécurité intérieure (DHS), une condition posée par les démocrates.

Toutefois, vingt-et-un démocrates ont soutenu la proposition, compensant ainsi les voix des républicains dissidents.

Le leader républicain à la Chambre, Mike Johnson, a consacré une large partie des deux derniers jours à des discussions avec les parlementaires récalcitrants de son propre parti.

N.B

MEXIQUE

PRÉSENTATION D'UN PLAN D'INVESTISSEMENT DANS LES INFRASTRUCTURES DE 2026 À 2030

Le Mexique a présenté mardi un plan pour accroître les investissements publics de 2026 à 2030, notamment dans les infrastructures, alors que la deuxième économie d'Amérique latine est à la peine.

Le gouvernement a annoncé un plan portant sur 5.600 milliards de pesos (275 milliards d'euros) d'investissements d'ici 2030 dans huit secteurs stratégiques: les infrastructures (routes, chemins de fer, aéroports) mais également l'énergie, la santé ou encore l'éducation. Ce plan d'investissement doit permettre de renforcer le "Plan Mexique", lancé par la présidente de gauche, Claudia Sheinbaum, pour accroître la production et la consommation dans divers secteurs de l'économie.

Le plan dévoilé mardi prévoit pour la seule année 2026 une augmentation des investissements de 722 milliards de pesos (35 milliards d'euros), équivalant à 2% du PIB, qui viendront s'ajouter aux quelque 900 milliards de pesos déjà prévus, a indiqué Mme Sheinbaum lors de sa conférence de presse régulière. La majeure partie du plan sera réalisée sur des fonds publics, que viendra compléter un schéma d'investissement mixte entre le gouvernement et des entreprises privées, a-t-elle précisé.

Ce programme est annoncé quelques jours après des statistiques officielles montrant que l'activité au Mexique a progressé de seulement 0,7% l'an dernier.

Le pays a signé en 2025 sa pire performance économique depuis le plongeon provoqué en 2020 par la pandémie de Covid-19, pénalisé par les tensions commerciales persistantes avec les États-Unis, principal débouché de ses exportations. "Notre intention est de commencer très tôt (le plan d'investissement) pour que cela puisse avoir un impact durant l'année", a affirmé le ministre des Finances, Edgar Amador. Pour 2026, Mexico table sur une croissance économique comprise entre 2,5% et 3%. Selon des données dévoilées mardi, le montant des envois d'argent de Mexicains installés à l'étranger ("remesas") a connu en 2025 sa première baisse en onze ans.

Des analystes attribuent ce phénomène au déclin de la migration mexicaine vers les États-Unis, principale source de ces transferts, dans un contexte de lutte contre l'immigration irrégulière de la part de l'administration Trump.

R.E

ESPAGNE /FINANCES

SANTANDER
ANNONCE
L'ACQUISITION DE LA
BANQUE AMÉRICAINE
WEBSTER BANK

Le géant bancaire espagnol Banco Santander a annoncé mardi "avoir conclu un accord en vue d'acquérir" son homologue américaine Webster Bank pour 12,2 milliards de dollars, soit 10,3 milliards d'euros au taux actuel, dans le but de se renforcer sur le marché américain.

Cette opération inattendue, "équivalente à environ 4% des actifs de Santander", "donnera naissance à une banque plus solide et plus compétitive pour les clients", s'est félicité le groupe bancaire espagnol dans un communiqué, paru à la veille de la publication de ses résultats annuels 2025.

Les analystes attendent d'ores et déjà un nouveau bénéfice net record pour Santander, ce qui serait le quatrième consécutif, dans un secteur en pleine forme.

L'acquisition de Webster Bank, banque fondée en 1935, "accroît de manière significative la taille de Santander, sa base de dépôts et ses capacités aux États-Unis", a ajouté dans son communiqué l'établissement bancaire espagnol, qui compte environ 200.000 employés et près de 180 millions de clients dans le monde.

Les deux banques n'ont pas précisé à ce stade quand l'opération financière serait finalisée.

En attendant, "Santander et Webster continueront à fonctionner comme deux entreprises distinctes, et il n'y aura aucun changement concernant les comptes clients Santander ou Webster, l'accès aux agences ou les services au quotidien", a indiqué le géant espagnol.

R.E

SITUATION SANITAIRE DANS LA BANDE DE GHAZA L'OMS ET LE BUREAU DES AFFAIRES HUMANITAIRES TIRENT LA SONNETTE D'ALARME

Dans un contexte de la persistance de la crise sanitaire et humanitaire, à Ghaza Le bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), a appelé mardi dernier les Etats et les organisations humanitaires à renforcer l'accueil des patients en provenance de la bande de Ghaza.

Par Malika Azeb

Plus de 18.500 malades dont 4000 attendent actuellement une évacuation médicale pour recevoir des soins indispensables.

L'OCHA a insisté sur la reprise des références médicaux vers la Cisjordanie y compris Al Qods-est.

Le ministère de la santé à Ghaza a souligné que le mécanisme actuel d'évacuation reste insuffisant en raison du nombre élevé de patients et de blessés, et qu'il faudrait des années pour évacuer l'ensemble des malades.

Les organisations de la société civile palestiniennes et les institutions sanitaires ont de leur côté appelé à un fonctionnement effectif du point de passage terrestre de Rafah et la levée des entraves que l'occupation sioniste cherche à imposer à la circulation à ce niveau, d'une manière à permettre aux patients et blessés de voyager librement pour se faire soigner et à accueillir des effectifs importants à la hauteur du nombre considérable de personnes en attente d'une éventuelle évacuation.

Le directeur du complexe médical Al Chifa à Ghaza, Mohamed Abu Salmya, a affirmé que la poursuite de la fermeture du passage terrestre de Rafah par l'occupation sioniste, continue d'empêcher les patients et blessés de voyager pour recevoir des soins à l'étranger, ce qui aggrave d'une manière critique leur situation sanitaire et menace leur vie, précisant que plus de 6000 d'entre eux ont un besoin



urgent d'évacuation.

Le ministère de la santé a également insisté sur la nécessité urgente d'évacuer au moins 500 patients par jour, afin d'alléger leurs souffrances et de garantir l'accès aux soins requis.

Des responsables de ces institutions ont indiqué, selon des sources médiatiques, qu'il n'existe toujours pas de critères clairs concernant la nature et les mécanismes de départ et de voyage des patients, des blessés ou des voyageurs, ainsi que les modalités

d'accès au point de passage et les procédures y afférentes.

L'organisation mondiale de la santé et ses partenaires ont dans ce sens souligné la nécessité d'autoriser les civils à partir et revenir volontairement et en toute sécurité, et demandent à ce que les fournitures humanitaires essentielles entrent en quantités suffisantes pour faire face efficacement à la situation sanitaire qui prévaut dans les hôpitaux palestiniens.

MA

DESTRUCTION MASSIVES DES STRUCTURES SANITAIRES À GHAZA LES MALADES ATTEINTS DE CANCER FACE À UN AVENIR INCERTAIN

Le nombre de décès palestiniens ne cesse d'augmenter notamment parmi les malades atteints de cancer dans la bande de Ghaza en raison de l'absence de 70% des médicaments nécessaires.

Les autorités palestiniennes ont alerté sur l'avenir incertain de ces malades suite à l'agression sioniste qui a détruit la majorité des structures sanitaires.

A l'occasion de la journée mondiale contre le cancer qui a lieu chaque année le 4 février, les autorités palestiniennes ont indiqué que les patients de cancer dans la bande de Ghaza représentent la forme la plus doulou-

reuse de la souffrance et font face à un avenir incertain.

Au moins 11.000 patients atteints de cancer sont privés de traitements spécialisés et de services de diagnostic, à l'intérieur comme à l'extérieur de la bande de Ghaza, et 4.000 patients disposant de références médicales pour des soins à l'étranger attendent depuis plus de deux ans l'ouverture du point de passage et la facilitation de leur voyage.

Selon les autorités sanitaires « La mise hors service des hôpitaux spécialisés et la destruction du centre de cancer de Ghaza ont aggravé la souffrance des malades », ajoutant

que « les capacités de prises en charge des patients atteints de cancer sont détruites et épuisées, notamment les médicaments de chimiothérapie et les appareils de diagnostic, tandis que 64% des médicaments contre le cancer sont en rupture totale de stock ».

Abou Salmya directeur du complexe médical Al Chifa de Ghaza a affirmé que le nombre de décès continuait d'augmenter chez les patients atteints de cancer notamment le cancer du système digestif, il a précisé que « La bande de Ghaza compte environ 4.500 patients atteints de cancer parmi lesquels des décès sont enregistrés quotidiennement, en plus de plus

de 170.000 blessés, dont un grand nombre nécessitent des chirurgies complexes à l'extérieur de Ghaza ». De plus, les patients atteints de cancer sont assiégés par des conditions sanitaires, sociales, psychologiques et économiques catastrophiques, dans ce contexte les autorités sanitaires palestiniennes lancent un appel à toutes les parties concernées « afin de permettre aux patients de voyager pour recevoir des soins à l'étranger, d'introduire les médicaments indispensables et de réhabiliter les centres de soins »

M.A

ENVIRON 20.000 PERSONNES EN ATTENTE DE SOINS MÉDICAUX URGENTS (UNRWA)

Environ 20.000 personnes à Ghaza ont besoin de soins médicaux urgents, a affirmé mercredi l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), mettant en garde contre tout retard dans leur évacuation, synonyme d'aggravation de leur état et d'augmentation du risque de décès.

Cette alerte intervient deux jours après la réouverture partielle du poste-frontière de Rafah avec l'Egypte, qui a permis le passage de quelques dizaines de Palestiniens de Ghaza dans les deux sens.

La réouverture de ce point de passage, fermé par l'armée sioniste en mai 2024, était attendu de longue date par les Palestiniens de Ghaza et les agences humanitaires. Elle intervient alors que la situation humanitaire demeure dramatique pour les plus de deux millions de Palestiniens vivant dans l'enclave.

Mais cette timide reprise des passages ne répond qu'à une infime partie de l'urgence humanitaire sur le territoire. "Les évacuations médicales limitées via Rafah constituent un point de départ, mais les besoins à Ghaza restent considérables", a déclaré sur les réseaux sociaux, le directeur des affaires de l'UNRWA à Ghaza, Sam Rose. Au-delà de ces évacuations ponctuelles, la réalité quotidienne sur le territoire demeure marquée par de lourdes entraves structurelles. Selon l'agence onusienne, l'accès est strictement limité. "Les services de santé sont dévastés et les retards conti-

nent de mettre des vies en danger".

Dans ce contexte de pénurie, les acteurs humanitaires tentent de maintenir une présence sur le terrain, en intervenant "dans la mesure du possible malgré de graves contraintes".

Un constat que viennent étayer les données communiquées mardi. En effet, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré que cinq patients et sept accompagnateurs avaient été transférés hors de Ghaza lundi pour y recevoir des soins médicaux, ajoutant que cela ne représentait qu'une goutte d'eau dans l'océan des 18.500 Ghazaouis nécessitant une évacuation médicale.

Depuis le cessez-le-feu à Ghaza, l'OMS indique avoir facilité l'évacuation médicale de 377 patients, dont 310 enfants.

Ces évacuations soulignent l'urgence de restaurer un système de santé exsangue. Car après deux ans d'agression sioniste génocidaire, l'OMS estime que le système de santé de Ghaza a besoin d'être "réhabilité et reconstruit de toute urgence afin de réduire la dépendance vis-à-vis des évacuations médicales".

"Afin d'accélérer l'accès aux soins vitaux, l'OMS continue d'appeler à la réouverture immédiate de la voie d'acheminement médical vers la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est", a ainsi détaillé sur les réseaux sociaux, le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus.

RI

FRANCE SAISIE DE 137 KILOS DE COCAÏNE DANS UN CAMION EN PROVENANCE D'ESPAGNE, UN MAROCAIN INCULPÉ

Près de 137 kilos de cocaïne dissimulés dans un camion en provenance d'Espagne et dont le chauffeur est un Marocain, ont été saisis par les douanes dans le sud-ouest de la France, a indiqué mercredi la justice.

"La drogue conditionnée en 120 pains, d'une valeur marchande totale de 5,5 millions d'euros, était cachée dans un double fond au niveau du tracteur du camion, immatriculé en Espagne et à destination des Pays-Bas", a précisé Renaud Gaudeul, procureur de la République à Bordeaux (sud-ouest), dans un communiqué.

Le chauffeur du véhicule, 38 ans, de nationalités marocaine et espagnole, a été inculpé et placé en détention provisoire.

Ce dossier "illustre une nouvelle fois l'expansion du trafic de cocaïne entre l'Espagne et la France par le vecteur routier", a souligné le magistrat.

Entre 2023 et 2025, le volume des saisies de cocaïne sur les ressorts des cours d'appel de Bordeaux, Agen, Pau, Limoges et Toulouse (sud-ouest) - est passé de 37 kilos à plus de 3,5 tonnes.

"Les routes de la délinquance organisée se sont modifiées : la cocaïne arrive massivement d'Espagne par voie terrestre. La pression du contrôle sur les grands ports maritimes européens semble en effet pousser les narcotrafiquants à emprunter de nouvelles voies.

Au total, plus de 70 tonnes de cocaïne avaient été saisies en France à fin septembre, soit plus que sur l'ensemble de l'année 2024 (54 tonnes), selon l'Office anti-stupéfiants.

RI

RECHERCHES CLINIQUES

LE MYSTÈRE DU CANCER COLORECTAL CHEZ LES JEUNES SOUS LA LOUPE DES CHERCHEURS

Des milliers d'échantillons de tumeurs conservés depuis les années 1960 dans un hôpital londonien offrent aujourd'hui une chance unique aux chercheurs. Grâce aux nouvelles technologies, ils espèrent comprendre pourquoi le cancer colorectal, autrefois rare chez les jeunes adultes, connaît une forte hausse dans cette tranche d'âge.

Par Yakout Abina

À Londres, des chercheurs utilisent aujourd'hui une incroyable collection d'anciens échantillons de tumeurs, conservés depuis les années 1960 dans les sous-sols de l'hôpital St Mark. Ces morceaux de tissus, gardés dans du formol et de la paraffine, avaient failli être détruits il y a dix ans. Sauvegardés de justesse, ils deviennent aujourd'hui un capital scientifique pour comprendre pourquoi le cancer colorectal, autrefois surtout présent chez les personnes âgées, apparaît de plus en plus chez les jeunes adultes.

Depuis janvier, les scientifiques comparent des tumeurs des années 1960 avec celles de patients d'aujourd'hui. Avec des outils modernes comme le séquençage de l'ADN et d'autres techniques de laboratoire qui n'étaient pas possibles il y a même cinq ans, ils espèrent identifier les raisons des cas actuels. Expliquent Kevin Monahan, gastroentérologue, et Trevor Graham, chercheur à l'Institut de recherche sur du cancer (ICR) de Londres, tous deux diri-



geants de ce projet.

Dans les années 1960, même après une opération, les chances de guérison des patients atteints de cancer étaient très faibles, rappelle le Dr Monahan. Aujourd'hui, grâce à ce projet, les chercheurs espèrent transformer la souffrance vécue par ces malades il y a des décennies en un nouvel espoir aux générations suivantes au risque de cancer colorectal.

Au Royaume-Uni, l'association Bowel Cancer UK indique que les cas chez les moins de 50 ans ont augmenté de plus de 50 % en 25 ans. Le docteur Monahan explique qu'on ne peut pas revenir en arrière pour savoir exactement à quoi les gens étaient exposés dans les années 1960. Mais, grâce aux échantillons conservés dans ces boîtes, les chercheurs disposent d'une sorte de

mémoire médicale qui peut aider à comprendre les causes actuelles.

Les chercheurs pensent que l'augmentation des cas de cancer colorectal chez les jeunes pourrait être liée à des changements dans l'alimentation, le mode de vie ou encore à l'exposition à des polluants comme les microplastiques. Mais les causes précises restent méconnues.

Le docteur Kevin Monahan lui, s'intéresse de près à une forme particulière de la bactérie E. coli, présente dans l'intestin. Expliquant qu'elle pourrait favoriser le développement du cancer. En étudiant l'ADN, les chercheurs ont trouvé des traces liées à ce microbe beaucoup plus souvent chez des patients de moins de 50 ans atteints de cancer colorectal, soit, environ quatre fois plus que chez les personnes de plus de 50 ans atteintes d'autres cancers.

il rappelle que faire du sport et garder un poids équilibré est bon pour la santé, mais cela ne suffit pas à expliquer l'apparition de cancers colorectaux. Selon lui beaucoup de jeunes patients, lorsqu'ils apprennent leur diagnostic, sont sous le choc, alors qu'ils mènent une hygiène de vie saine

Le dépistage du cancer colorectal est proposé aux personnes âgées de 50 à 74 ans. Grâce aux progrès médicaux et à une détection plus précoce, le taux de survie a plus que doublé au cours des 40 dernières années. S'il est détecté tôt, le cancer colorectal peut être soigné avec succès dans plus de 90% des cas, selon le service de santé britannique (NHS). Les conclusions du projet de recherche devraient être publiées dans trois ans.

Y.A

APPLICATIONS INNOVANTES
NOS ÉTUDIANTS EN
COMPÉTITION
À SIDI BEL-ABBES

Les activités de la première édition du concours national universitaire des applications innovantes ont été lancées, mercredi, à l'Université Djilali-Liabes de Sidi Bel-Abbes, avec la participation d'étudiants issus de plusieurs universités du pays.

Le recteur de l'Université de Sidi Bel-Abbes, le professeur Bouziani Merah, a indiqué que cette manifestation scientifique, organisée en coordination avec le pôle universitaire de Sidi Bel-Abbes et prévue jusqu'au 6 février, vise à encourager les étudiants à développer des innovations technologiques, notamment dans les domaines de l'intelligence artificielle et de l'économie numérique. Il a précisé que cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement des transformations technologiques modernes et du renforcement de l'esprit de créativité et d'entrepreneuriat au sein du milieu universitaire.

De son côté, le superviseur du concours, le docteur Gherib Belhadj, a fait savoir que cette première édition a enregistré une participation notable de plusieurs wilayas du pays, avec l'inscription de 45 équipes lors de la phase initiale, dont 27 équipes représentant 17 universités nationales ont été retenues.

Il a ajouté que la première journée du concours est consacrée à la présentation des projets devant le comité de sélection, ainsi qu'à l'examen des défis techniques liés à l'amélioration des performances des applications. La deuxième journée sera, quant à elle, dédiée à l'évaluation finale, à l'annonce des résultats et à la remise des prix aux lauréats. Il a également précisé que l'évaluation des projets repose sur plusieurs critères, notamment l'impact de l'application, la qualité du projet et son potentiel de développement, soulignant que les projets primés bénéficieront d'opportunités supplémentaires pour participer aux concours des incubateurs universitaires et aux programmes d'accompagnement de l'innovation.

Plusieurs étudiants participants ont salué l'organisation de ce concours, qu'ils considèrent comme une plateforme nationale et scientifique pour la détection des jeunes talents et la promotion de l'innovation. Ils ont également souligné l'engagement de l'université à soutenir la recherche appliquée et l'entrepreneuriat numérique, et à contribuer à l'émergence d'une économie du savoir fondée sur la technologie et la créativité.

RSHT

ÉTUDIANTS PORTEURS DE PROJETS
UNE JOURNÉE D'ORIENTATION
LEUR EST DÉDIÉE

L'Université d'Oran 1 " Ahmed Ben Bella " a organisé, mercredi, une journée d'orientation et d'accueil au profit des étudiants porteurs de projets, au titre de l'année universitaire en cours (2025-2026), dans le cadre du soutien à l'entrepreneuriat universitaire.

Cette journée s'inscrit dans le cadre du lancement officiel des cycles de formation destinés aux étudiants porteurs de projets innovants au niveau de l'Incubateur d'entreprises, du Centre de soutien à l'entrepreneuriat et du Centre d'appui à la technologie et à l'innovation de cet établissement universitaire, ont indiqué les organisateurs de l'évènement. L'initiative intervient dans le cadre du mécanisme " 12-75 " (un diplôme, une startup), visant à encourager l'entrepreneuriat universitaire et à transformer les mémoires de fin d'études en projets concrets et réalisables. A cette occasion, le recteur de l'Université d'Oran 1, le professeur Abdelmalek Amine, a appelé les étudiants et les enseignants à " la nécessité d'une adhésion consciente et effective de la communauté universitaire à la stratégie de soutien à l'entrepreneuriat et à l'esprit d'initiative au sein de l'université ". Il a également souligné " l'importance de renforcer la coopération entre l'université et le partenaire économique afin de contribuer au développement économique en Algérie ". Il a, en outre, salué le rôle central des structures d'appui de l'université, à l'instar de l'Incubateur d'entreprises, du Centre de soutien à l'entrepreneuriat, du Centre d'appui à la technologie et à l'innovation, ainsi que du bureau de liaison université-entreprises, insistant sur " la nécessité d'intensifier les efforts pour aller de l'avant dans la nouvelle orientation de l'université algérienne vers une université active, influente dans la société et contributive à la réalisation du développement durable ".

De son côté, le vice-recteur chargé de la pédagogie, le professeur Larbi Benhadjar Miloud, a mis l'accent sur l'importance d'encourager les étudiants et de les accompagner dans la maturation de leurs idées et leur transformation en projets entrepreneuriaux à impact sociétal. Il a également souligné la nécessité d'une coordination entre les différents acteurs au niveau des facultés et des instituts de l'Université d'Oran 1 afin de garantir une adhésion effective et durable au processus de soutien à l'entrepreneuriat universitaire.

En marge de cette journée, une convention de coopération a été signée entre l'Université d'Oran 1 " Ahmed Ben Bella " et l'Université " Ahmed Zabana " de Relizane, dans le cadre du renforcement du partenariat et de l'échange d'expertises dans le domaine du soutien à l'innovation et aux projets émergents.

RSHT

PLUIES ET NEIGES MEURTRIÈRES UN PEU PARTOUT DANS LE MONDE

LA NATURE SERAIT-ELLE EN COLÈRE ?

Des pluies diluviennes au Zimbabwe aux tempêtes de neige observées dans plusieurs régions du monde, les phénomènes météorologiques extrêmes continuent de faire des victimes. Ces événements rappellent que, quel que soit le niveau de développement des pays touchés, la nature reste une force redoutable. Retour sur un bilan humain lourd et une réalité climatique de plus en plus préoccupante.

Par Chaimaa Sadou

Les fortes pluies qui frappent le Zimbabwe depuis le début de la saison pluvieuse ont provoqué un lourd bilan humain. Selon les chiffres officiels communiqués par le Département de la protection civile (DCP), au moins 118 personnes ont perdu la vie et 61 autres ont été blessées à travers le pays. Ces données, issues du dernier rapport de situation publié par les autorités, confirment l'ampleur des dégâts causés par des intempéries devenues récurrentes.

Au cours de la semaine écoulée, neuf nouveaux décès ont été enregistrés, portant le nombre total de victimes à 118, contre 109 la semaine précédente. D'après le DCP, ces morts sont principalement dus à des noyades et à l'effondrement de mines artisanales fragilisées par les pluies abondantes. Ces incidents ré-



vèlent la fragilité de certaines activités face aux intempéries.

Les conséquences matérielles sont également considérables. Les services de protection civile font état de 8 295 ménages affectés par les intempéries. Au total, 334 maisons ont été endommagées, ainsi que 236 écoles, 15 établissements de santé et 21 ponts. Plusieurs axes routiers, aussi bien en zones urbaines que rurales, ont subi de graves dégradations, rendant certains tronçons impraticables et nécessitant des réparations urgentes. Le DCP a par ailleurs signalé au moins douze cas de personnes abandonnées ou isolées à la suite des inondations. La saison des pluies au Zimbabwe s'étend généralement d'octobre à mars. Chaque

année, elle s'accompagne de précipitations intenses et de tempêtes occasionnelles, mais les autorités observent une augmentation de la fréquence et de la violence des épisodes extrêmes. Cette situation complique la prévention et met à l'épreuve les secours. Le Zimbabwe n'est toutefois pas un cas isolé. À travers le monde, des phénomènes météorologiques similaires ont récemment causé des pertes humaines. Dans plusieurs régions, des pluies torrentielles ont entraîné des glissements de terrain et des crues soudaines, tandis que des tempêtes de neige ont paralysé des villes entières, provoquant des accidents mortels et des situations d'isolement prolongé. En Amérique du Nord, une tempête de neige récente a pro-

voqué des dizaines de morts et paralysé plusieurs États, confirmant que même les pays développés restent vulnérables. En Asie, des inondations récentes en Inde ont provoqué des centaines de morts, confirmant que les catastrophes frappent aussi durement les pays en développement. Ces événements ont touché aussi bien des pays en développement que des États dotés d'infrastructures modernes et de systèmes d'alerte avancés.

Cette réalité montre qu'aucun pays n'est à l'abri des aléas climatiques. Si les États les plus riches disposent généralement de moyens techniques plus importants pour anticiper et gérer les crises, ils restent exposés aux conséquences humaines et économiques des catastrophes naturelles. À l'inverse, dans les pays aux ressources plus limitées, l'impact est souvent aggravé par la fragilité des infrastructures et la précarité de certaines populations.

Face à cette situation, les autorités zimbabwéennes appellent à la vigilance et au respect des consignes de sécurité, notamment dans les zones à risque. Le DCP poursuit ses opérations d'évaluation et d'assistance, en coordination avec les acteurs humanitaires. L'objectif est de limiter les pertes humaines et d'apporter un soutien rapide aux familles touchées.

Les décès au Zimbabwe et dans le monde rappellent l'urgence d'une meilleure préparation. Au-delà des frontières et des niveaux de développement, ces catastrophes, appelées à se multiplier, imposent une réflexion mondiale sur l'adaptation au climat et la solidarité entre les nations.

C.S

AVANT L'ARRIVÉE D'UN AUTRE ÉPISODE DE PLUIES

LE SUD DE L'EUROPE RETIENT SON SOUFFLE

Par Hamida Indja

Une forte perturbation météorologique touche la péninsule ibérique. Plusieurs régions d'Espagne et du Portugal sont placées en alerte en raison de fortes pluies, de vents violents et de risques d'inondations.

Dès mercredi, diverses zones du sud de l'Espagne et du Portugal sont concernées par ces intempéries. Les autorités prévoient des dégâts importants et demandent aux habitants la plus grande prudence.

En Espagne, l'Agence météorologique nationale (Aemet) a émis une alerte rouge pour les zones de Cadix et de Ronda, en Andalousie. Ce niveau signale un danger élevé, avec de sérieux risques d'inondations liés à la tempête « Leonardo ».

Face à cette situation, le président de la région andalouse, Juan Manuel Moreno, a appelé la population à la prudence et à la responsabilité. Les autorités ont décidé de fermer les écoles dans la région, à l'exception de la province d'Almería. Des militaires de l'UME ont été déployés pour renforcer les secours et protéger les populations.

Ces nouvelles intempéries rappellent les terribles inondations d'octobre 2024 en Espagne, qui avaient causé plus de 230 morts, principalement dans la région de Valence, ainsi qu'un décès en Andalousie. La péninsule

ibérique est fortement exposée aux effets du changement climatique : ces dernières années, elle subit des vagues de chaleur plus longues et des épisodes pluvieux intenses plus fréquents.

Au Portugal, l'agence météorologique nationale a placé mardi l'ensemble du littoral en alerte orange en raison d'une forte agitation maritime. Certaines régions du nord et du centre du pays sont également concernées, avec en perspective d'abondantes chutes de neige.

Selon l'institut portugais de la mer et de l'atmosphère, les effets de la dépression « Leonardo » devraient se poursuivre jusqu'à samedi, avec des pluies persistantes parfois intenses, des chutes de neige, des vents forts et une mer très agitée. L'Autorité nationale de protection civile a lancé un avertissement à la population, signalant notamment des vagues pouvant atteindre 11 mètres.

Les services de secours anticipent une situation météorologique très complexe, a indiqué le commandant national de la protection civile, Mário Silvestre. Le Portugal a déjà été touché ces dernières semaines par plusieurs tempêtes successives, dont la dépression « Kristin », la plus violente, qui a provoqué cinq morts, environ 400 blessés et d'importants dégâts matériels, en particulier dans la région de Leiria.

TRAITEMENT DES EAUX USÉES

SOGERHWIT ADOPTE UNE SOLUTION UV SANS PRODUITS CHIMIQUES

La Société générale de réalisation d'ouvrages hydrauliques (SOGERHWIT) a récemment mis au point un procédé innovant de désinfection des eaux usées par rayonnement ultraviolet (UV), a indiqué, mardi, le responsable du département de la télégestion de l'entreprise, Fakir Walid.

Ce procédé permet de se passer totalement de produits chimiques et d'améliorer la réutilisation des eaux traitées, a précisé M. Fakir dans une déclaration à l'APS, en marge de la 15e édition du Salon des énergies renouvelables, des énergies du futur et du développement durable (ERA), qui se poursuit au Centre des conventions d'Oran jusqu'à mercredi. Il a expliqué que cette technologie, conçue et développée par des ingénieurs algériens issus des universités de Tlemcen, d'Oran et de Sidi Bel-Abbes, repose sur l'utilisation des rayons ultraviolets pour la désinfection des eaux pluviales et des eaux usées.

Ce procédé permet notamment la réutilisation de ces eaux dans l'irrigation, sans risques liés aux résidus chimiques, a-t-il souligné.

Selon le même responsable, cette solution innovante est déjà opérationnelle au niveau de deux stations d'épuration, à savoir celles de Seb-dou et d'Akbou, où elle a permis d'atteindre un taux d'efficacité du traitement estimé à 97%.

M. Fakir a également indiqué que la SOGERHWIT est parvenue à fabriquer localement ce système à 100%, contribuant ainsi à réduire de manière significative les importations dans ce domaine. Il a précisé que le produit dispose d'un certificat de conformité, bien qu'il ne soit pas breveté, la technologie étant déjà connue à l'échelle internationale.

Actuellement destiné aux besoins internes de l'entreprise dans le cadre de ses propres projets, ce procédé devrait être commercialisé auprès d'autres organismes avant la fin de l'année 2026.

Cette innovation s'inscrit, a-t-il conclu, dans le cadre de l'orientation vers le traitement tertiaire des eaux usées, conformément aux instructions des hautes autorités du pays visant à substituer progressivement les traitements chimiques par des solutions durables.

R.ENV

H I

PATRIMOINE ET FORMATION ACADÉMIQUE

IMMERSION ARCHITECTURALE DANS LA VIEILLE VILLE DE MILA

Une visite d'étude a été organisée ce mercredi dans la cité ancienne de Mila pour des élèves de l'école d'architecture et d'urbanisme de l'université Salah-Bounider (Constantine 3). Cette initiative visait à leur faire explorer les monuments locaux et les actions engagées pour leur sauvegarde.

Par Malek Gaya

Mohamed Boulehboul, enseignant à cette faculté et responsable du groupe, a précisé que cette excursion a rassemblé plus de 120 étudiants en deuxième année. Son but était de les initier à l'urbanisme de la ville et à ses principaux sites historiques, tout en leur présentant l'étendue des chantiers urgents. Parmi ceux-ci figure la réfection de la mosquée Sidi-Ghanem, aussi appelée mosquée Abou El Mouhadjer Dinar, érigée en l'an 59 de l'Hégire (670 apr. J.-C.).

Pour Lezghad Chiaba, chef du service de la conservation du patrimoine culturel à la direction de la culture et des arts de Mila, cette action s'intègre dans un partenariat établi entre la wilaya et plusieurs établissements universitaires. Cet accord vise à ouvrir le secteur sauvegardé du vieux Mila à la recherche scientifique,



pour mieux faire connaître un héritage façonné par une succession de civilisations et pour encourager étudiants et chercheurs à l'intégrer dans leurs travaux.

Il a aussi souligné que les opérations en cours ont fait de ce périmètre un vaste chantier à ciel ouvert, offrant

aux passionnés d'architecture ancienne l'opportunité d'observer directement les travaux de restauration et de mise en valeur d'un patrimoine architectural singulier. M. Chiaba a ajouté que de telles visites mettent en lumière l'investissement des autorités publiques pour revaloriser le patri-

moine historique de la wilaya, via des financements substantiels alloués à de nombreux projets. La réhabilitation de la mosquée Sidi-Ghanem, qui « progresse favorablement », en est une illustration.

M.G

MÉMORISATION ET PSALMODIE DU SAINT CORAN
PARTICIPATION DE PLUS DE 80 ENFANTS À BESOINS SPÉCIFIQUES
AUX ÉLIMINATOIRES

Au total, 84 enfants à besoins spécifiques de la wilaya de Constantine, ont participé, mercredi aux éliminatoires locales de la 6ème édition du concours national de mémorisation et de psalmodie du Saint Coran, de l'exercice 2026. Cette compétition a été organisée à la mosquée Emir Abdelkader en coordination avec les services de la direction des affaires religieuses et des wakfs, sous la supervision du Ministère de la Solidarité

Nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, a indiqué à l'APS, le directeur de l'action sociale et de la solidarité (DASS), Abdelkader Dehimi. Le concours a ciblé des enfants des établissements et centres spécialisés relevant de la DASS dont des déficients mentaux, des autistes, des enfants souffrant d'handicaps visuels et auditifs, ainsi que des participantes du centre spécialisé de l'enfance assistée pour filles de

Constantine, selon le même responsable. Quatre (4) jurys composés d'imams et chouyoukh ont été chargés de sélectionner les lauréats qui participeront aux concours national prévu le mois de Ramadhan prochain, a ajouté le DAAS. Le concours s'est déroulé dans de bonnes conditions d'organisation, en présence des cadres des deux secteurs ainsi que des familles des participants.

R.S

APICULTURE
PROMOTION DE LA
FILIÈRE À BEJAIA

Une session nationale de formation de quatre jours visant à promouvoir la filière apicole a été ouverte mercredi dans la commune d'Aokas, à l'est de la wilaya de Béjaïa, avec la participation d'apiculteurs issus de plusieurs wilayas du pays. Cette formation, qui réunit des apiculteurs venus notamment de Mostaganem, Constantine, Souk Ahras, Laghouat, Alger, Boumerdès, Biskra et Chlef, se poursuivra jusqu'à samedi prochain à la maison de jeunes Mohamed-Boudiaf d'Aokas, a indiqué à l'APS, Nabil Ziane, président du Conseil interprofessionnel de la filière apicole de Béjaïa.

Des ateliers animés par des formateurs spécialisés dans le domaine apicole porteront, entre autres, sur l'extraction et la transformation du venin d'abeille, le greffage et l'élevage de la reine, l'insémination artificielle, la production de la gelée royale ainsi que le traitement des maladies de l'abeille, a précisé M. Ziane.

La session comprend également des ateliers consacrés à la création d'entreprises dans le domaine de l'apiculture et à la transformation des différents produits de la ruche, tels que

le venin d'abeille, la propolis, la gelée royale, le pollen et la cire, a-t-il ajouté.

Selon le président du Conseil interprofessionnel, ces journées de formation s'inscrivent dans le cadre de la valorisation et de la promotion de la filière apicole en Algérie, à travers le développement du créneau de la transformation, en vue de rendre les produits de la ruche commercialisables.

De son côté, le secrétaire général de la Chambre d'agriculture de Béjaïa, Maine Allaoua, a souligné l'importance de la formation pour permettre aux apiculteurs de développer et de pérenniser leurs activités.

Il a, par ailleurs, réaffirmé l'engagement de la Chambre d'agriculture à accompagner la filière apicole, ainsi que les autres filières agricoles, afin de contribuer au renforcement de la sécurité alimentaire.

Ces journées de formation sont organisées par la Chambre d'agriculture, en collaboration avec le Conseil interprofessionnel de la filière apicole, l'Association des apiculteurs de Béjaïa et la société Biopro Bees, spécialisée dans la production apicole.

R.S

A L'INITIATIVE DU 6E
COMMANDEMENT RÉGIONAL DE
LA GENDARMERIE NATIONALE
LANCEMENT D'UNE
CAMPAGNE SÉCURITÉ
ROUTIÈRE À TAMANRASSET

La sécurité routière a été au cœur d'une rencontre régionale organisée, mercredi à Tamanrasset, à l'initiative du 6ème Commandement régional de la Gendarmerie nationale (GN).

Placée sous le slogan "La sécurité routière : une vision régionale pour lutter contre les accidents", cette rencontre, qui a réuni des représentants de divers secteurs, notamment les transports, les travaux publics, la sûreté nationale et la protection civile, a été présidée par le Commandant régional de la GN à Tamanrasset.

Dans ce cadre, le chef du service régional de sécurité routière du 6e Commandement de la GN, a indiqué que cette rencontre a pour objectif de mettre en exergue les activités menées par les unités de la GN en matière de promotion de la sécurité routière, en coordination avec les différents acteurs, et ce afin d'analyser le phénomène, d'évaluer les efforts déployés et de proposer des solutions pour réduire le nombre d'accidents.

Le même officier supérieur a, à cette occasion, fait état d'une hausse significative du nombre d'accidents de la circulation, désignant le facteur humain comme l'une des principales causes.

Les services de la GN œuvraient de manière proactive et préventive, grâce à une surveillance continue, pour assurer la sécurité des personnes et des biens, a-t-il souligné.

R.S

CINÉMA

ATHMANE ARIOUE, LE RETOUR D'UN GÉANT

Athmane Ariouet, acteur connu et reconnu par toutes les générations, revient enfin sur le devant de la scène après une absence de 32 ans. Son nouveau projet, Ana berriwin (Où est ma terre), figure parmi les 11 longs métrages de fiction soutenus par le ministère de la Culture et des Arts dans le cadre du programme de relance et de soutien aux créations artistiques. Ce retour est bien plus qu'un simple événement cinématographique ; il symbolise le retour d'un artiste dont le talent a façonné l'identité culturelle du pays. Le retour d'un géant.

Par Rihab Taleb

Athmane Ariouet, acteur connu et reconnu par toutes les générations, revient enfin sur le devant de la scène après une absence de 32 ans. Son nouveau projet, Ana berriwin (Où est ma terre), figure parmi les 11 longs métrages de fiction soutenus par le ministère de la Culture et des Arts dans le cadre du programme de relance et de soutien aux créations artistiques. Ce retour est bien plus qu'un simple événement cinématographique ; il symbolise la réapparition d'un artiste dont le talent a façonné l'identité culturelle du pays. Le film Ana berriwin puise son inspiration dans une chanson traditionnelle du patrimoine naïï et chaoui. Ce choix renoue l'artiste avec ses racines populaires, met en avant la richesse des cultures régionales et donne une dimension universelle à des thèmes profondément humains comme la nostalgie, l'exil et l'attachement à la terre natale. L'Algérie cherche ainsi à valoriser son patrimoine immatériel ; ce projet s'inscrit dans une démarche de transmission et de préservation.

La dernière apparition d'Athmane Ariouet remonte à 1994 dans Carnaval fi Dachra de Mohamed Oukassi, une parodie sociale qui a marqué l'histoire du cinéma algérien. Ce film culte a fait



rire enfants comme grands. Depuis, l'acteur s'était retiré des plateaux, laissant derrière lui une filmographie riche mais inachevée. Son absence a été ressentie comme une perte, tant son style singulier et sa capacité à incarner l'Algérien dans toute sa diversité culturelle étaient irremplaçables. Athmane Ariouet est reconnu comme l'un des plus grands comédiens algériens ; son humour repose sur une gestuelle expressive, des mimiques inimitables et une voix marquée par un accent singulier. Contrairement à d'autres acteurs qui s'appuient sur des artifices, Ariouet a toujours privilégié l'improvisation et la spontanéité. Ses personnages, drôles mais jamais caricaturaux, soulignent les contradictions de la société avec authenticité. Il a su créer un humour populaire, accessible à tous, mais porteur de réflexion.

Parmi ses œuvres les plus marquantes, on retrouve Le Clandestin (1989) de Benamar Bakhti, qui dépeint

avec ironie les réalités de l'émigration clandestine, et Ayla Ki Nass (Famille comme les autres, 1992) de Amar Tribeche, qui explore les relations familiales avec humour et tendresse. Ces films ont permis à Ariouet d'accéder au rang de légende, aux côtés de Rouiched et de Hadj Abderrahmane, l'inoubliable inspecteur Tahar. Ses répliques cultes, souvent reprises dans la vie quotidienne, témoignent de l'impact durable de son art. Monsieur Ariouet excelle dans la comédie ; il a également brillé dans des rôles dramatiques.

Dans Les Déracinés (1977), il traduit la douleur de l'exil et de la perte des repères. Dans La Rose des sables (1989) de Rachid Benhadj, il explore les complexités des relations humaines dans un contexte social tendu. Dans Deux Femmes (1992), il participe à une fresque sociale qui a profondément marqué le public. Ce qui prouve sa capacité à passer du rire aux

larmes, à incarner des personnages complexes et à donner une profondeur émotionnelle à ses interprétations.

En 1983, Ariouet a marqué les esprits en incarnant l'une des figures de la résistance contre le colonialisme français dans L'Épopée du cheikh Bouamama de Amar Benbakhti. Ce rôle significatif a montré qu'il pouvait porter sur ses épaules des personnages historiques et donner vie à des figures emblématiques de la mémoire nationale. Ce film reste une référence dans la représentation de la lutte anticoloniale au cinéma.

Ayant reçu la médaille de l'Ordre du mérite national au rang Achir, Athmane Ariouet est considéré comme un patrimoine vivant. Ses répliques cultes circulent encore aujourd'hui sur les réseaux sociaux, reprises par les jeunes générations qui découvrent son humour intemporel. Peu d'acteurs algériens ont réussi à maintenir une telle proximité avec le public, même après une longue absence. Ariouet est de ceux dont l'art transcende les époques.

Avec Ana berriwin, Ariouet ne se contente pas de revenir ; il propose aussi une œuvre qui s'annonce poétique et universelle. Athmane Ariouet a bâti une carrière qui traverse les genres, les époques et les générations. Son style a influencé de nombreux comédiens algériens qui s'inspirent de son humour direct et de sa capacité à improviser. Il a montré que le cinéma pouvait être à la fois divertissant et porteur de messages sociaux. Son héritage est celui d'un artiste qui a su incarner le peuple algérien dans toute sa diversité, et son retour est une invitation à réfléchir sur l'avenir du 7ème art national.

Le retour d'Athmane Ariouet est bien plus qu'un événement artistique ; c'est un moment de mémoire et de transmission. À travers Ana berriwin, il promet de renouer avec le public et de rappeler que le cinéma algérien, lorsqu'il s'ancre dans la culture populaire et la sincérité, peut toucher les cœurs et traverser les générations. Ariouet n'est pas seulement un acteur ; il est une légende vivante, un miroir de la société.

R.T

EDITION

LANCEMENT DE L'IMPRESSION D'UNE SÉRIE D'OUVRAGES UNIVERSITAIRES EN LANGUE ANGLAISE

L'Office des publications universitaires (OPU) a annoncé, mercredi dans un communiqué, le lancement de l'impression d'une série d'ouvrages universitaires en langue anglaise au titre de l'année 2026, et ce, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique visant à renforcer l'ouverture académique et à soutenir les publications scientifiques à portée internationale.

Ce projet marque l'aboutissement des efforts de l'Office dans l'accompagnement des mutations que connaît le secteur de l'enseignement supérieur et le renforcement de l'usage de la langue anglaise dans l'enseignement et la recherche scientifique, en vue de contribuer à l'amélioration de la qualité de la formation académique et à la promotion de la production scientifique nationale, tout en facilitant son intégration dans l'espace scientifique international", indique la même source.

Ces publications comprennent des ouvrages académiques dans différentes spécialités scientifiques, élaborés par des enseignants universitaires selon les normes en vigueur dans l'édition

universitaire, garantissant un contenu scientifique rigoureux répondant aux exigences des étudiants, des enseignants et des chercheurs.

L'Office a souligné que l'usage de la langue anglaise dans la production de ces ouvrages "s'inscrit dans une démarche visant à renforcer le rayonnement de la bibliothèque numérique de l'OPU, qui a connu une ouverture au niveau international, fin 2025, permettant désormais l'acquisition des versions électroniques des publications, ce qui renforce

la présence de la production scientifique nationale dans l'espace académique mondial, précisant que cette bibliothèque est accessible via le lien www.udl.opu.dz.

A travers cette initiative, l'OPU réaffirme "son engagement à poursuivre le soutien à l'édition universitaire, à diversifier les langues de publication et à contribuer activement au développement du système de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, en droite ligne avec les orientations nationales et les réformes pédagogiques décidées par le ministère de tutelle", conclut le communiqué.

R.S

DES ENFANTS TUÉS PAR DES HOMMES ARMÉS AU PAKISTAN

L'UNICEF EXPRIME SA « PRÉOCCUPATION »

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) a exprimé sa préoccupation face à des informations faisant état de la mort et des blessures d'enfants dans les attaques terroristes perpétrées dans la province du Baloutchistan, dans le sud-ouest du Pakistan, durant le week-end dernier.

Dans un communiqué publié mardi, la représentante de l'Unicef au Pakistan, Pernille Ironside, a indiqué que "l'escalade de la violence propage la peur au sein des communautés locales", soulignant que "les enfants et les familles en supportent le plus lourd fardeau". La responsable onusienne a insisté sur le fait que "les enfants ne doivent ni être des cibles ni des dommages collatéraux et que leur vie doit être protégée en toutes circonstances, conformément aux lois nationales et internationales". Plusieurs zones de la province du Baloutchistan ont été le théâtre, samedi dernier, d'attaques terroristes ayant fait 48 morts, dont 31 civils, parmi lesquels cinq femmes et trois enfants.

R.S

RETOUR AU MOYEN ÂGE

COMMENT L'UE RÉDUIT AU SILENCE LES VOIX DISSIDENTES

Personne n'est à l'abri des sanctions liées à la « propagande russe », même ceux qui ne consultent jamais les sources russes. Baud fait partie des quelque 60 personnalités publiques visées par les sanctions de l'UE.

**Par Eva Bartlett
Mondialisation.ca,
30 janvier 2026**

Le 15 décembre 2025, l'Union européenne a imposé des sanctions à l'ancien officier du renseignement suisse et ancien employé de l'OTAN Jacques Baud. Pas de procès, pas d'accusations, juste des sanctions abruptes et étouffantes.

Pourquoi l'UE a-t-elle sanctionné Jacques Baud ? Pour « propagande russe », bien sûr, même si bon nombre des sources qu'il cite dans ses rapports sur la provocation occidentale d'une guerre avec la Russie plusieurs années avant l'opération militaire russe sont occidentales et ukrainiennes, notamment le SBU et Aleksey Arestovich, ancien conseiller de Vladimir Zelensky.

Bienvenue dans la dernière folie de l'UE

Largement respecté pour ses connaissances approfondies et ses analyses, dont une grande partie est basée sur ses propres recherches lorsqu'il travaillait pour l'OTAN, Baud est devenu de plus en plus populaire au fil des ans, apparaissant dans de nombreux podcasts et interviews, et rédigeant également de nombreux livres et articles.

Depuis que la Russie a lancé son opération militaire en Ukraine, les médias occidentaux ne cessent de dénoncer une « invasion non provoquée ». Baud a beaucoup écrit et parlé des réalités qui contredisent cette affirmation : les faits sur le terrain avant février 2022, remontant (contrairement à la plupart des médias traditionnels qui ont développé une amnésie sélective) même avant le coup d'État de Maïdan en 2014.

Ce qui est intéressant chez Baud, c'est qu'il n'utilise pas de sources russes pour étayer ses affirmations et qu'il n'a pas pris position publiquement en faveur de la Russie ou de l'Ukraine.

Il a simplement analysé la situation, sur la base des informations auxquelles il avait accès. Comment a-t-il eu accès à ces informations ? En 2014, alors qu'il travaillait pour l'OTAN en tant que responsable de la lutte contre la prolifération des armes légères, il a été chargé d'enquêter sur les accusations selon lesquelles la Russie fournissait des armes à la résistance du Donbass.

Il a écrit à ce sujet en 2022, notant que « les informations que nous avons reçues à l'époque provenaient presque exclusivement des services de renseignement polonais et ne « correspondaient » pas aux informations fournies par l'OSCE : malgré des allégations assez grossières, il n'y a pas eu de livraisons d'armes et d'équipements militaires en provenance de Russie ».

« Les rebelles ont été armés grâce à la défection d'unités ukrainiennes russophones qui ont rejoint le camp rebelle. Alors que les échecs ukrainiens se poursuivaient, des bataillons de chars, d'artillerie et

d'anti-aériens ont grossi les rangs des autonomistes. »

Grâce à ses recherches, il a également pu réfuter sans équivoque les accusations selon lesquelles la Russie aurait envoyé des unités militaires dans le Donbass, en citant le SBU (service de sécurité ukrainien) lui-même ainsi que d'autres sources ukrainiennes.

Dans une interview que j'ai réalisée avec Baud en septembre 2024, il en a parlé.

« Je peux affirmer catégoriquement qu'il n'y avait aucune force russe dans le Donbass. L'homme que vous avez rencontré (j'avais mentionné avoir rencontré un seul ancien soldat russe lorsque je me suis rendu dans le Donbass en 2019) représente exactement le type de présence russe qui existait à l'époque, reconnue par le SBU et également par le chef d'état-major ukrainien.

Dans une interview publique en 2015, juste après la signature de l'accord de Minsk 2, le chef d'état-major ukrainien a déclaré publiquement qu'il n'y avait pas d'unités militaires russes combattant dans le Donbass, mais seulement des soldats isolés, exactement comme celui que vous venez de mentionner. »

Il est clair qu'il ne cite pas des informations russes (ou de la « propagande »), mais des sources ukrainiennes et occidentales. Ce qu'il a dit au sujet du prélude au lancement de l'opération militaire spéciale de la Russie en février 2022 en est une illustration encore plus frappante.

Faisant référence à un décret de Zelensky de mars 2021 (visant à reprendre la Crimée et le sud de l'Ukraine), Baud a évoqué une interview réalisée deux ans auparavant avec l'ancien conseiller de Zelensky, Arestovich.

« Il dit que pour rejoindre l'OTAN, nous devons entrer en guerre avec la Russie. Lorsque l'interviewer lui a demandé quand ce conflit aurait lieu, Arestovich a répondu fin 2021 ou 2022. » Une position, a noté Baud, qui correspondait à un document de 300 pages publié en mars 2019 par la Rand Corporation, « qui explique comment vaincre et déstabiliser la Russie ».

L'UE est sans doute furieuse que Baud ait également démolé la propagande occidentale selon laquelle la Russie aurait envahi la Crimée en 2014. Il m'a dit :

« À l'époque, l'armée ukrainienne était une armée de conscrits, ce qui signifie qu'au sein de l'armée ukrainienne, il y avait à la fois des ukrainophones et des russophones. Lorsque l'armée a reçu l'ordre de tirer ou de combattre les manifestants, ceux qui parlaient russe ont simplement déserté, ils ont simplement changé de camp. Ils sont simplement allés soutenir les manifestants et sont en fait devenus les fameux « petits hommes verts ».

Gardez à l'esprit que Baud travaillait alors pour l'OTAN.

« Il n'y avait absolument aucun indice laissant penser que la Russie avait envoyé de nouvelles troupes en Crimée. D'après l'accord sur le statut des forces signé entre la Russie et l'Ukraine, jusqu'à 25 000 soldats russes étaient stationnés dans la péninsule de Crimée. À l'époque, ils n'étaient même pas 25 000, mais 22 000. Un législateur ukrainien a déclaré à la télévision ukrainienne que sur les 20 000 (sic) soldats ukrainiens déployés en Crimée, 20

000 avaient fait défection pour rejoindre le camp russophone. »

Quant à la « propagande russe », il s'agit d'un terme facilement utilisé par les médias traditionnels et les porte-parole de l'OTAN pour salir la réputation de certains ou mener à la censure de certaines voix. Les partisans de la guerre sont mécontents que leur propre propagande selon laquelle « c'est la Russie qui a commencé » ne fonctionne pas.

Les sanctions empêchent Baud d'acheter de la nourriture

Baud vit à Bruxelles et, en raison des sanctions, il ne peut même plus acheter de nourriture pour lui-même. Les personnes bien intentionnées ne peuvent pas non plus le faire à sa place. Dans une interview accordée à Dialogue Works fin décembre 2025, Baud a déclaré :

« Hier, une de mes amies a essayé depuis la Suisse de m'acheter de la nourriture pour la faire livrer à mon domicile (en Belgique). Elle a pu passer la commande, mais le paiement a été bloqué. Toute livraison à mon domicile est interdite, même si les fonds proviennent de Suisse. »

Les personnes qui sont conscientes de sa situation injuste lui apportent physiquement de la nourriture pour pallier son incapacité à en acheter lui-même.

Dans une interview plus récente sur Judging Freedom, Baud a souligné que son cas relevait d'une décision de politique étrangère, qui lui refusait le droit à un procès équitable.

« Cette décision n'a été prise par aucun tribunal. Je n'ai été jugé par personne. En fait, je n'ai pas comparu devant un jury. Je n'ai pas pu présenter ma version des faits. Je n'ai pas pu me défendre. Cette décision n'a pas été prise par un tribunal, mais par le Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne. »

Le mieux qu'il puisse faire, a expliqué Baud, est « d'aller devant la Cour européenne de justice et d'essayer de plaider ma cause en disant que la décision n'était pas juste, et la Cour de justice pourra alors étudier l'affaire et se prononcer à ce sujet ». Même si la Cour conclut que les sanctions ne sont pas justifiées, tout ce qu'elle peut faire alors est « conseiller au Conseil des ministres des Affaires étrangères de changer d'avis ».

Étant donné que les sanctions contre Baud sont punitives parce qu'il n'a pas suivi la ligne directrice, il est peu probable que les choses changent.

Une liste toujours plus longue de voix sanctionnées par l'UE

Jacques Baud n'est pas le premier à être sanctionné par l'UE. De nombreux journalistes et personnalités publiques ont été sanctionnés pour leurs écrits ou leurs propos sur le Donbass, la Crimée, la corruption en Ukraine, etc. Cependant, beaucoup sont en sécurité en Russie ou ailleurs, et même si leurs comptes bancaires à l'étranger ont été injustement gelés, ils peuvent au moins acheter de la nourriture et mener une vie normale.

Un article récent publié dans Forum Geopolitica souligne le caractère manifestement illégal de ces sanctions.

« Contrairement à l'article 11 de sa propre charte, l'UE a décidé de punir, de priver de leurs droits et

d'exproprier les citoyens de tous les pays sans qu'aucune infraction n'ait été commise, comme on l'a vu pour la dernière fois dans l'Allemagne nazie.

Cette élimination des dissidents n'est pas ordonnée par un tribunal, mais par le « Conseil de l'Union européenne », le bras politique de l'UE. Le Conseil, au sein duquel des apparatchiks non élus démocratiquement mènent une vie agréable, est présidé par Kaja Kallas, elle-même non élue démocratiquement. Nous sommes revenus au Moyen Âge. »

Le journaliste français Xavier Moreau a également été sanctionné, et environ six mois auparavant, la militante politique suisse-camerounaise Nathalie Yamb avait été prise pour cible.

Le journaliste allemand Hüseyin Doğru a été sanctionné en mai 2025 pour être un « acteur de la désinformation russe » et, selon lui, pour « ses reportages pro-palestiniens et ses documents sur la répression des militants en Allemagne et dans l'UE ».

Comme pour les autres personnes sanctionnées, aucune « preuve » des accusations de l'UE n'a été fournie, en particulier aucune preuve de liens financiers avec la Russie ou les médias russes.

Une pétition exigeant « la levée immédiate des sanctions illégales contre Jacques Baud ainsi que contre tous les journalistes, universitaires et citoyens de l'UE » souligne à juste titre qu'il n'est pas criminel de nommer les véritables raisons de la guerre en Ukraine.

« Il n'est pas criminel d'attirer l'attention des lecteurs sur les mensonges et la propagande de l'UE et de l'OTAN. Ce n'est pas un crime de souligner la coopération irréfutable de l'Occident avec les forces ukrainiennes qui affichent une proximité dangereuse avec les fascistes ».

Notant en outre que les sanctions ont visé 59 journalistes et universitaires, elle souligne que l'UE « utilise la liste des sanctions comme un instrument pour faire taire les critiques et s'enfoncer de plus en plus profondément dans un abîme d'anarchie ».

Il est assez amusant de constater que la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen (également connue sous le nom d'Ursula von der Lying – Ursula mensonge), a publié un message sur la « protection » de la liberté d'expression. Le site internet de la Commission européenne affirme que le droit à la liberté d'expression « implique également le respect de la liberté et du pluralisme des médias ». Ces sanctions s'inscrivent dans le cadre d'une campagne désespérée visant à menacer et à censurer les personnes qui rapportent fidèlement les faits (vérités) concernant l'Ukraine, le génocide israélien en cours contre les Palestiniens à Gaza et d'autres sujets d'actualité. Oui, ils peuvent nous censurer en supprimant nos comptes YouTube et nos pages sur les réseaux sociaux, ou en imposant des sanctions aux journalistes, aux auteurs et à d'autres personnalités publiques.

Mais cela ne fonctionne pas. Baud a déclaré qu'il bénéficiait désormais d'une plus grande visibilité et d'une plus grande crédibilité.

« C'est toujours une mauvaise idée d'empêcher quelqu'un de s'exprimer. Cela attire davantage l'attention. »

E.B

FOOTBALL/LIGUE DES CHAMPIONS

LE MCA POUR CONFIRMER, LA JSK EN QUÊTE D'UN MIRACLE

Les deux représentants du football algérien, le MC Alger et la JS Kabylie, sont dans l'obligation de s'imposer respectivement face à Al-Hilal du Soudan et à Al-Ahly d'Egypte, à l'occasion de la cinquième et avant dernière journée de la phase de groupes de la Ligue des champions d'Afrique prévue ce week-end, afin de préserver leurs chances de qualification pour les quarts de finale de la prestigieuse compétition continentale.

Le MC Alger, qui a obtenu une victoire importante lors de la précédente journée face au TP Saint-Eloi Lupopo (RD Congo) sur le score (2-0), conserve toujours des chances de décrocher l'un des deux billets qualificatifs pour le tour suivant, puisqu'un seul point le sépare du deuxième du groupe, les Sud-Africains de Mamelodi Sundowns, à deux journées de la fin de la phase de groupes.

Cependant, la mission du "Doyen" ne s'annonce pas facile face à l'une des équipes les plus solides de la compétition, réputée pour sa bonne gestion des matchs à domicile comme à l'extérieur. Il s'agit du leader du groupe, Al-Hilal du Soudan, qui avait contraint Mamelodi Sundowns au match nul (2-2) avant de le battre (2-1) lors du match retour à Kigali. Autant de résultats qui confirment que le club algérois sera confronté à un adversaire coriace, même si la rencontre se déroulera à domicile, au stade du Chadid Ali Ammar, dit Ali La Pointe, à Douéra (Alger), vendredi soir à partir de 20h00, pour le compte du groupe C.

Il est certain que les coéquipiers du capitaine Abdellaoui mesurent parfaitement l'importance de cette confrontation et la nécessité absolue d'engranger les trois points de la victoire afin de maintenir leurs chances de qualification avant l'ultime confrontation décisive en déplacement face à Mamelodi Sundowns, lors de la sixième et dernière journée.

Dans l'autre rencontre du groupe C, Mamelodi Sundowns, deuxième avec cinq points, ten-



tera de revenir avec un résultat positif de son difficile déplacement à Lubumbashi (RD Congo) pour affronter le TP Saint-Eloi Lupopo (4 points), dimanche 8 février à 14h00.

Un match que le représentant algérien suivra avec une grande attention, en espérant un match nul entre les deux équipes afin de s'emparer de la deuxième place, en attendant le duel décisif de la dernière journée en Afrique du Sud.

Le MC Alger partage actuellement la troisième place avec le TP Saint-Eloi Lupopo, avec quatre points chacun, tandis qu'Al-Hilal domine le groupe avec huit points, devant Mamelodi Sundowns (5 points).

La JS Kabylie face au favori Al Ahly d'Egypte

Concernant l'autre représentant algérien dans cette compétition continentale, la JS Kabylie, elle a besoin d'un véritable "miracle" sportif, notamment après sa défaite lors de la quatrième journée du groupe B face à l'AS FAR (1-0), un revers qui a considérablement compromis ses chances de qualification, puisqu'elle occupe la dernière place du classement avec seulement deux points après quatre journées.

Cette fois-ci, la JSK sera confrontée à un défi de taille face à l'un des principaux favoris au sacre continental, Al-Ahly d'Egypte, leader incontesté du groupe et toujours invaincu dans

la compétition. De plus, le club égyptien avait largement dominé la formation kabyle au match aller au Caire (4-1).

La JS Kabylie n'a d'ailleurs pas réussi à s'imposer à domicile lors de cette phase de groupes, se contentant de deux matchs nuls vierges face au Young Africans de Tanzanie et à l'AS FAR (0-0). Il s'agira du dernier match des "Canaris" sur leur pelouse du stade Hocine Ait Ahmed de Tizi-Ouzou, prévu samedi soir à 20h00, pour le compte de la cinquième journée du groupe B. La victoire est plus que jamais impérative, tout en espérant un match nul entre l'AS FAR et le Young Africans, qui s'affronteront le même jour et à la même heure.

Face à une équipe égyptienne composée d'une "armada" de joueurs internationaux, classée quatrième de la dernière Coupe d'Afrique des nations (CAN-2025), les coéquipiers de l'attaquant expérimenté Aymen Mahious seront soumis à un test extrêmement difficile pour espérer empocher les trois points. Tout autre résultat signifierait une élimination officielle de la compétition.

A noter qu'Al-Ahly occupe la tête du groupe B avec huit points, suivi de l'AS FAR et du Young Africans (5 points chacun), tandis que la JS Kabylie ferme la marche avec seulement deux unités. A l'issue de la phase de groupes, les deux premiers de chacun des quatre groupes se qualifieront pour les quarts de finale de cette prestigieuse compétition continentale.

RS/APS

JEUX OLYMPIQUES DE LA JEUNESSE DAKAR 2026 LES PRÉPARATIFS VONT BON TRAIN (COMITÉ D'ORGANISATION)

Les préparatifs des Jeux olympiques de la jeunesse (JOJ) Dakar 2026 s'accroissent dans le pays, a assuré le comité d'organisation dans son dernier rapport présenté à la 145e session du Comité international olympique (CIO) qui se déroule actuellement à Milan (Italie), rapporte le site de l'instance de l'olympisme.

Le rapport présenté par le président du comité d'organisation des Jeux olympiques de la jeunesse (COJOJ) de Dakar 2026, Mamadou Diagna Ndiaye, et le coordinateur général, Ibrahima Wade, fait état du passage de la phase de planification à la phase de livraison. Il table sur une accélération des progrès dans les domaines de la gouvernance, des sites et des opérations.

La confiance placée dans Dakar 2026 continue de se renforcer grâce aux "progrès tangibles" réalisés sur les chantiers en cours, des tests opérationnels



ayant déjà eu lieu sur plusieurs sites, selon la même source. Les rénovations ont été pensées pour favoriser l'accès à long terme des jeunes athlètes, tandis que le village olympique de la jeunesse sera transformé en logements

pour étudiants, souligne le site de l'instance. "Les Fédérations internationales de sport contribuent activement au processus de livraison en se rendant régulièrement sur les sites et en participant à des webinaires consacrés à des

sujets bien précis. A noter également la tenue du séminaire des chefs de mission en avril – une étape majeure sur le plan opérationnel".

Au programme des mois à venir, l'arrivée de la flamme olympique de la jeunesse en septembre, qui s'accompagnera d'une tournée dans les 14 régions du Sénégal et de célébrations sur tout le continent, fédérant les communautés et rassemblant les pays africains autour de la flamme, avec le soutien de la Solidarité olympique.

Les JOJ de Dakar 2026 se dérouleront du 31 octobre au 13 novembre 2026 et réuniront 2 700 jeunes athlètes âgés de 17 ans au maximum.

Les sites dédiés à la manifestation seront répartis sur trois zones : Dakar, Diamniadio et Saly.(

RS/APS

CYCLISME / TOUR DE BISKRA 2026 15 ÉQUIPES EN LICE

Cent-cinquante coureurs, relevant des catégories juniors / seniors (messieurs) et représentant 15 équipes seront au départ de l'édition 2026 du Tour Cycliste de Biskra, prévue du 5 au 7 février courant dans la capitale des Ziban, a-t-on appris mercredi auprès des organisateurs.

Les participants ont été accueillis sur place ce mercredi après-midi, vers 15h00, alors que leurs responsables administratifs seront conviés un peu

plus tard dans la soirée, vers 18h00, à la traditionnelle réunion technique.

La compétition débutera jeudi, par un Contre-La-Montre-Individuel de 20 kilomètres. Son coup d'envoi sera donné à 11h00, au Quartier du 8-Mai 1945 alors que l'arrivée a été placée à El Kantara.

La deuxième étape aura lieu le lendemain, le vendredi 6 février, et elle se déroulera sur un circuit fermé de 9,6 kilomètres, que les coureurs se-

ront appelés à parcourir 13 fois, pour une distance totale de 124 kilomètres. Cette deuxième étape se déroulera également entre le quartier du 8-Mai 1945 et El Kantara, et d'après la même source, son départ sera donné vers 9h00 du matin. Enfin, la troisième et dernière étape aura lieu le samedi 7 février, et elle consistera en une course en ligne, entre le quartier du 8-Mai 1945 et El Kantara. Son départ sera donné vers 10h00.

ENTRENOUS



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

LE MEDGHASSEN DE BATNA

Le Medracen (tombeau Imedghassen) ou Medghassen ou Madghis est un mausolée amazigh situé à el maader ,sur la route de Constantine dans la wilaya de Batna en Algérie, et datant du IIIe siècle av. J.-C.

C'est un gigantesque dôme encerclé de colonnes surmontées, de chapiteaux de style dorique. C'est le plus ancien mausolée, d'époque préromaine, royal d'Afrique du nord. D'après des historiens médiévaux le monument tirerait son nom du nom d'un roi Numide. Le monument a été soumis pour figurer dans la liste du patrimoine mondial par les autorités algériennes en 2002.

De l'extérieur, Imedghassen se présente sous la forme d'un socle cylindrique, souvent vu comme typiquement amazigh et interprété comme une « bazina à degrés », c'est à dire une construction de forme cylindrique surmontée d'un cône formé de gradins, mais à la fois plus grande que les bazinas courantes. D'un diamètre de 59 mètres et 18,50 mètres de haut, le tout en pierre de tailles rendues solidaires par des crampons en bois de cèdre enrobé de plomb...Habillé d'un décor sobre emprunté à la civilisation hellénistique peut-être à partir d'intermédiaires puniques, 60 colonnes doriques surmontées d'une corniche dont la gorge égyptienne réparties entres de fausses portes, sculptées en trois points équidistants. Une plate forme au sommet supportait peut être une sculpture : lions, chariots, statues ailées ou autre sujet.

Le Mausolée Royal de Maurétanie, souvent nommé Tombeau de la Chrétienne est un monument similaire mais un peu plus tardif. Quant aux Djeddars, ils seraient plutôt dérivés des tumulus.

G. Camps (préhistorien spécialiste de l'histoire des berbères) fera un lien entre les trois monuments, le Madracen, le Mausolée Royal de Maurétanie dit le tombeau de la chrétienne et les Djeddars de Frenda



à Tiaret, alors que l'auteure (spécialiste de la préhistoire nord-africaine) Ginette Aumassip, date ces monuments (tombeaux) de plusieurs milliers d'années; ils seraient donc les plus anciens monuments de l'Afrique du Nord.

Le Medracen au moyen-âge

L'historien égyptien du XIe siècle, Al Bakri était le premier à décrire le monument dans sa description de l'Afrique septentrionale. Il raconte que Madghis était un roi du pays et que dans le passé, un ordre fut donné à un grand nombre d'individus pour détruire le monument mais que le résultat est resté sans succès. Al Bakri parla aussi de beaux bas reliefs qui décoraient le mausolée représentant des animaux divers et couronné d'un arbre ou une structure, nul trace ne subsiste aujourd'hui de tels reliefs.

Ibn Khaldoun rapporte au XIVe siècle que, selon les références d'historiens berbères, Madghis serait l'ancêtre des Numides. Il cite Madghis comme un ancêtre des Berbères de la branche Botr (botr est le surnom de Madghis : Zénètes, Ifren, Maghraoua (Aimgharen), Dejrawa,

Mérinides, Zianides, Wattassides, etc

Les archéologues du XIXe siècle n'ont rien trouvé du tout, des restes du défunt ni du mobilier funéraire qui devait l'accompagner. Des générations de pillards avaient déjà tout emporté, surtout à l'époque turque. Le sommet du monument, incomplet devait être occupé par un édifice, qui a disparu lui aussi. D'après un bruit qui courait dans la région des Aurès vers 1866 , l'ottoman Saleh Bey, gouverneur de Constantine en son temps, avait voulu entrer de force dans le monument, et a ordonné de tirer au canon sur le mausolée. Cela a été démenti, même si d'autres sources indiquent qu'il y a réellement une brèche dans la pyramide de Madracen et que cela a été le fait de Saleh Bey. Lorsque les Français ont entrepris les fouilles au milieu du 19e siècle, ils ont demandé aux habitants Chaouis l'appellation du monument. Les habitants des Aurès l'appellent Madr- Hazem ou Madracen. Les Français le nomment Madracen. Une fouille rapide a été entreprise par l'armée française en 1854 sous le commandement de M. Brunon. Quelques pièces archéolo-

giques ont été retrouvées par l'équipe chargée de la fouille dont M. Cahen , celui qui a rédigé un rapport sur la fouille. Les objets trouvés à proximité du monument d'après le rapport M Cahen grand-rabin : des morceaux de silex en plusieurs formes; des collier; du cuir; de la laine; un bout de cuivre; des bracelets et anneaux; un crochet en fer; du plomb; une hachette; des plats en bois et en terre cuite; deux cranes; des ossements; de l'ivoire; une lampe en terre cuite; des médailles, etc.

Les objets en question ont été envoyés au musée de Paris, et ont par la suite disparu du musée de Paris sans aucune explication de la part des responsables.

D'après le zoologue Jules René Bourguignat qui s'était penché sur les antiquités algériennes, le monument appartient à tous les rois Numides, c'est la sépulture des Numides. L'auteur dément catégoriquement que Madracen soit un monument romain, et ajoute que Madracen est un monument Amazigh.

Légende et postérité

D'après la légende orale, la Kahina (la reine Dihya) venait souvent à cet endroit pour se recueillir devant le mausolée. D'après Ibn Khaldoun, Medghassen est l' ancêtre de la Kahina en étant d'origine Zénète.

L'aéroport de Batna portait le nom de Madghacen, et l'architecture de son salon d'honneur a été inspirée par le Medracen. Le président Liamine Zéroual avait nommé l'aéroport de Batna à la gloire du roi Amazigh Medracen, mais, par la suite l'aéroport changea de nom pour prendre celui d'une autre figure algérienne, Mostefa Ben Boulaid.

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 3 février 2026

HOMMAGE À ABDERRAHMANE BOUGUERMOUTH

Il est décédé le 3 février 2013. Considéré comme le père du cinéma amazigh, puisqu'il est l'auteur du premier long métrage d'expression amazighe, "La colline oubliée"...

Feu Abderrahmane Bouguermouth est né le 25 février 1936 à Ouzellaguen, wilaya de Bejaïa, léguant une riche filmographie fruit d'une longue carrière de cinéaste qui a « pratiqué » le documentaire et la fiction et travaillé autant pour le cinéma que pour la télévision. Chacun se souvient par exemple de « Kahla ou Beïda », un film télé qui a eu un énorme succès auprès du public. Toutefois, c'est surtout « La Colline oubliée », une adaptation au cinéma du roman de Mouloud Mammeri, qu'il filma en tamazight, qui le fera passer à la postérité...

Né d'un père instituteur et d'une mère, femme au foyer, il effectue dès l'âge de 9 ans ses études secondaires à Sétif où il assistera aux événements du 8 mai 1945.

En 1957, il rencontre celui qui deviendra l'un de ses proches amis, Mouloud Mammeri. En 1960, il entre à l'IDHEC (Institut des Hautes Études Cinématographiques) où il apprend le métier de réalisateur. Dans la foulée il réalise, à Cognacq Jay, des émissions pour la RTF.

En 1963, il rentre en Algérie pour cofonder le Centre national du cinéma algérien. En 1964, il en est exclu pour ses opinions politiques. Il adapte en 1965, un texte de Malek Haddad pour en faire un moyen métrage en langue berbère nommé « Comme une âme ». Cette œuvre est refusée par la commission de censure, qui dépendait alors du Ministère de la Culture, car le film n'était pas tourné en langue arabe. Après cette décon-

venue, il retourne à Paris pour réadapter le film en langue française mais là aussi il essuie un échec puisque les bandes du film lui sont confisquées puis détruites.

Entre 1965 et 1968, il livre quelques documentaires et se rapproche de berbéristes tels que Mohand Saïd Hanouz, Marguerite Taos Amrouche, Mouloud Mammeri, Mouloud Batouche et Mohand Arab Bessaoud. En 1973, il est l'assistant réalisateur de Mohammed Lakhdar-Hamina sur Chronique des années de braise...

Sa Filmographie

- 1965 : Comme une âme (moyen métrage)
- 1967 : La Grive
- 1967 : Le souf (documentaire)
- 1967 : Ghardaïa (documentaire)
- 1968 : Jeux universitaires maghrébins (documentaire)
- 1968 : Le 8 mai 1945 (documentaire)
- 1968 : L'enfer à dix ans
- 1978 : Les oiseaux de l'été (Téléfilm)
- 1980 : Kahla Ou Beïda (Téléfilm)
- 1980 : Regard de la main (Documentaire)
- 1987 : Cri de Pierre
- 1996 : La Colline oubliée.

Publié par A.Hammouche sur Facebook dans le Journal des artistes, le 3 février 2026





Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
06:12	13:02	15:55	18:17	19:42

ARMÉE NATIONALE POPULAIRE

4 TERRORISTES ABATTUS, REDDITION DE DEUX AUTRES ET ARRESTATION DE 6 ÉLÉMENTS DE SOUTIEN AUX GROUPES TERRORISTES EN UNE SEMAINE

Quatre (4) terroristes ont été abattus, 2 autres se sont rendus tandis que 6 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), dans différentes opérations à travers le territoire national durant la période allant du 28 janvier au 3 février 2026, indique mercredi un bilan opérationnel de l'ANP.

"Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire ont exécuté, durant la période allant du 28 janvier au 3 février 2026, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, "des détachements de l'ANP ont abattu, quatre (4) terroristes et récupéré (4) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, deux (2) grenades et une quantité de munitions à Ain Defla, en 1ère Région Militaire".

Dans le même contexte, "les terroristes, respectivement, dénommés "K.M", dit "El Tarmidi" et "H.M", dit "Nasr-eddine", se sont rendus aux autorités militaires de Bordj Badji Mokhtar et d'In Guezzam, en leur possession un pistolet (1) mitrailleur de type kalachnikov, deux (2) fusils semi automatiques, une quantité de munitions et d'autres effets, alors que des détachements de l'ANP ont arrêté (6) éléments de soutien aux groupes terroristes, dans différentes opérations à travers



le territoire national". Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts déployés afin de contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'Armée Nationale Populaire ont inter-

cepté, en coordination avec les différents services de sécurité, lors d'opérations exécutées à travers les Régions Militaires, (76) narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de (11) quintaux et (38) kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que (13,28) kilogrammes de cocaïne et (4.541.681) comprimés psychotropes ont été saisis", poursuit la même source.

"A Tamanrasset, Bordj Badri Mokhtar, In Salah, In Guezzam, Illizi et Djinet, des détachements de l'ANP ont arrêté (299) individus et saisi (29) véhicules, (194) groupes électrogènes, (159) marteaux piqueurs, ainsi que des quantités de mélange d'or brut et de pierres et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illécite".

"De même, (12) autres individus ont été appréhendés et (2) fusils mitrailleurs, un (1) pistolet mitrailleur de type kalachnikov, (2) fusils de chasse et (46.800) litres de carburants destinés à la contrebande ont été saisis, et ce, lors d'opérations distinctes".

Par ailleurs, (275) immigrants clandestins de différentes nationalités "ont été arrêtés à travers le territoire national", conclut le bilan opérationnel de l'ANP.

RA/APS

BATIMENT/PROFESSIONNELS
OUVERTURE HIER DU
SALON INTERNATIONAL
BATI HIDHAB EXPO 2026

La deuxième édition du salon international du bâtiment, des travaux publics et de la promotion immobilière, Bati Hidhab Expo 2026, s'est ouverte mercredi au palais des expositions El Maabouda de Sétif.

Dans une déclaration à l'APS en marge de l'ouverture de cet événement économique qui se poursuivra jusqu'au 7 février, le commissaire du Salon, Saïd Hamdani, a indiqué que cette édition, organisée par une entreprise spécialisée sous l'égide du wali de Sétif, Mustapha Limani, réunit 55 exposants des secteurs public et privé ainsi que des opérateurs d'Asie et d'Afrique. Selon la même source, cette manifestation marquée par une large diversité des activités des exposants connaît la participation de la Société des ciments d'Ain El Kebira, de Cosider-Promotion immobilière, de Naftal et de startups du domaine du BTP.

Des stands y sont également réservés à plusieurs organismes et institutions dont l'Organisation nationale de la jeunesse à capacités scientifiques et professionnelles pour l'Algérie, la Compagnie algérienne des assurances, les douanes algériennes, le Fonds de garantie des marchés publics et l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat.

Les organisateurs ont également prévu 11 communications et conférences techniques ainsi que des workshops animés par des experts, des académiciens de l'université Ferhat Abbas (Sétif1) et des professionnels.

Le salon offre aux entreprises nationales une opportunité d'échange d'expériences avec des opérateurs étrangers et leur permet de découvrir les nouveautés du domaine et de soutenir les efforts de l'Etat dans le secteur du BTP et de la promotion immobilière qui enregistre un développement croissant, a-t-on indiqué.

RE

VALORISATION DES DÉCHETS
LE GROUPE GICA PROJETTE L'UTILISATION
DES COMBUSTIBLES SOLIDES DE
RÉCUPÉRATION

Le Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA) mène actuellement une étude technique visant la valorisation des déchets à fort pouvoir calorifique en tant que combustibles alternatifs dans les fours des cimenteries, ont indiqué ses représentants.

Ce projet porte sur l'utilisation du RDF (Refuse-Derived Fuel), également appelé CSR (Combustible solide de récupération), issu du traitement et du tri des déchets ménagers, combinés à certains déchets industriels soigneusement analysés afin de répondre aux exigences techniques des installations de production de ciment, a expliqué le directeur du développement industriel du groupe, M. Merzak Zeboudj, dans une déclaration à l'APS, en marge du 15e Salon des

énergies renouvelables, des énergies futures et du développement durable (ERA), qui s'est clôturé mercredi au Centre des conventions d'Oran. Parmi les déchets industriels concernés figurent notamment les pneus usagés ainsi que les boues pétrolières, a-t-il précisé. Selon le même responsable, le projet se trouve actuellement en phase d'étude, menée avec l'appui d'experts nationaux et internationaux, en collaboration avec le Centre d'études et de services technologiques de l'industrie des matériaux de construction (CETEM). Cette étude devrait être finalisée d'ici avril 2026, a indiqué M. Zeboudj, soulignant qu'il n'existe pas encore, à ce stade, de filière nationale structurée dédiée aux combustibles alternatifs en Algérie.

Il a expliqué que l'objectif principal de cette démarche est de contribuer à la préservation des ressources naturelles, notamment le gaz naturel, à travers la substitution partielle des combustibles fossiles par des déchets valorisables sur le plan énergétique.

Cette initiative vise également à offrir une solution durable à la gestion des déchets et à renforcer la transition énergétique de l'industrie cimentière nationale.

A noter que le Salon des énergies renouvelables, des énergies futures et du développement durable a enregistré une affluence notable de visiteurs et a été marqué par la signature de plusieurs conventions, selon les organisateurs.

RE

FORTES CHUTES DE NEIGE AU JAPON
AU MOINS 35 MORTS

Au moins 35 personnes sont mortes à la suite des fortes chutes de neige ayant frappé le nord et la côte de la mer du Japon, ont rapporté mercredi des médias, citant un nouveau bilan des autorités locales.

Un précédent bilan a fait état de 30 morts Parmi les victimes figurent des personnes tombées de toits en les déneigeant, ainsi que des personnes âgées mortes d'épuisement en déblayant des routes et des cours.

Dans la préfecture de Niigata, sur la côte de la mer du Japon, un habitant a été écrasé par les décombres

de sa propre maison qui s'est effondrée sous le poids de la neige.

Les autorités de nombreuses zones peinent à déblayer les routes, où d'énormes embouteillages se sont formés. Dans plusieurs régions, les écoles primaires et secondaires sont fermées pour le troisième jour consécutif. Dans la préfecture d'Aomori, au nord de l'île principale de Honshu, des unités militaires ont été déployées pour dégager les routes de la neige.

RS